

*Living Lab*  
L'habitabilité dans la vallée de  
l'Ubaye-Serre-Ponçon

**Rapport de l'atelier**

-

*Du diagnostic à l'expérimentation*

**Septembre 2024 - Mars 2025**

M1 & M2 IDATT - IUGA

## SOMMAIRE

Remerciements.....	4
I. Introduction.....	5
1. Contexte.....	5
2. Objet de la demande.....	6
3. Présentation de l'équipe.....	8
II. Diagnostic.....	9
1. Présentation générale du territoire et ses enjeux.....	9
2. Diagnostic territorial.....	10
2.1. Éléments existants.....	10
2.2. Éléments manquants.....	11
a) Les mobilités.....	12
b) Le logement.....	13
c) L'emploi.....	13
d) Les services.....	13
e) Les loisirs.....	14
f) L'alimentation.....	14
g) Les liens entre les pratiquants du territoire.....	14
3. Les publics cibles.....	15
3.1. Les jeunes.....	15
3.2. Les personnes actives présentes à l'année.....	16
3.3. Les propriétaires de résidences secondaires.....	16
3.4. Les saisonniers.....	17
4. Trois questionnements.....	17
5. Problématique.....	18
III. Méthodologie du living lab.....	18
1. Benchmark sur la notion de living lab.....	18
2. Les dispositifs mis en place.....	18
2.1. Première semaine de terrain.....	18
a) Le questionnaire.....	19
b) Les entretiens.....	19
c) L'atelier de cartographie des attachements (au lycée).....	20
d) L'atelier marché.....	20
e) Les boîtes à idées.....	21
f) La réunion participative.....	21

2.2. Deuxième semaine de terrain.....	22
a) Atelier "À tes souhaits" .....	22
b) Arpentage panneaux.....	23
c) Concertation des habitants sur l'outils d'accès à l'information.....	23
d) Entretiens semi-directifs.....	23
e) Questionnaire.....	24
f) Réunion association.....	24
2.3. Troisième semaine de terrain.....	24
a) Expérimentation jeunes.....	25
b) Expérimentation accès à l'information.....	25
IV. Résultats.....	26
1. Effervescence d'idées.....	26
1.1. Marché.....	27
a) Emplois - 2 propos positifs, 16 avis négatifs.....	27
b) Mobilités - 5 propos positifs, 29 propos négatifs.....	28
c) Logement - 0 propos positifs, 17 propos négatifs.....	28
d) Alimentation - 6 propos positifs, 8 propos négatifs.....	28
e) Loisirs - 21 propos positifs, 12 propos négatifs.....	29
f) Services - 2 propos positifs, 2 propos négatifs.....	29
g) Autre - 4 propos positifs, 7 propos négatifs.....	29
1.2. Lycée.....	30
a) Attachements au territoire.....	30
b) Questionnaire.....	32
1.3. Brigade volante.....	34
1.4. Réunion participative.....	35
1.5. Bilan de l'effervescence d'idées - sujets retenus.....	37
2. Préparation des expérimentations.....	37
2.1. Choix des thématiques - Réunion élus CCVUSP.....	37
2.2. Lieu de vie pour les jeunes.....	39
2.3. Accès à l'information.....	40
a) Lieux d'affichage repérés sur le territoire de la CCVUSP.....	41
b) Stand sur la marché.....	42
c) Rencontre avec l'office du tourisme.....	43
d) Réunion de travail avec des associations.....	44
3. Mise en action des expérimentations.....	45
3.1. Lieu de vie pour les jeunes.....	45

a) Le lieu.....	46
b) La gouvernance.....	46
3.2. Élaboration des scénarios.....	47
a) Scénario 1 : Portage institutionnel.....	48
b) Scénario 2 : Construction de l'autonomie.....	50
c) Scénario 3 : L'union fait la force.....	51
d) Scénario 4 : Adaptation de la MDJ.....	51
3.3. Accès à l'information.....	52
a) Introduction.....	52
b) Éléments méthodologiques.....	53
c) Présentation des scénarios de gouvernance.....	54
d) Calendrier.....	61
e) Conclusion.....	61
3.4. Suite prise en main CCVUSP.....	62
a) Scénario 1.....	62
b) Scénario 2.....	63
c) Scénario 3.....	63
IV. Conclusion.....	64



## Remerciements

Les étudiants et étudiantes de l'atelier Ubaye tiennent à remercier chaleureusement toutes les personnes qui nous ont accompagné-e-s tout au long de ce projet.

Tout d'abord, nous remercions les commanditaires de ce projet, Noémie Lechat et Chloé Billod, chargée de missions à l'ADRETS, qui ont partagé leur expérience et leur précieux conseils pour la bonne avancée de ce projet, ainsi que le Labex ITTEM.

Nous remercions également Jennifer Dupitier, chargée de mission à la Communauté de Communes Ubaye Serre-Ponçon, pour sa confiance et son accompagnement bienveillant.

Nos remerciements vont également aux enseignants référents, Jean-Baptiste Grison et Aubeline Bellom, pour leur disponibilité et l'autonomie qu'ils nous ont offerte pendant cet atelier.

Nous remercions également l'équipe éducative de la cité scolaire André Honnorat à Barcelonnette, qui nous a ouvert ses portes et nous a accordé sa confiance, ainsi que le personnel de la Maison des Jeunes de Barcelonnette, qui nous a permis de mener à bien notre expérimentation.

Nous tenons également à remercier l'ensemble de l'équipe éducative et administrative de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine.

Enfin, nous remercions toutes les personnes rencontrées lors de nos sorties de terrain, les habitants et habitantes de la vallée de l'Ubaye, les touristes, les commerçants, les lycéens, le personnel salarié de Séolane, pour leur accueil et leur participation.

# I. Introduction

## 1. Contexte

Les territoires de montagne ont historiquement été perçus comme des espaces en marge des dynamiques économiques et sociales dominantes. Cette marginalité découle en grande partie de leurs caractéristiques géographiques et climatiques, qui façonnent les conditions d'habitabilité et influencent fortement les modes de vie. L'altitude, le relief accidenté, l'isolement de certaines zones, et les conditions météorologiques parfois rigoureuses constituent autant de contraintes qui limitent l'accès aux ressources, aux infrastructures, et aux services de base. Ces facteurs structurants ont contribué à façonner des modes d'organisation spécifiques, souvent marqués par une forte résilience des habitants mais aussi par une dépendance accrue à des logiques externes, qu'elles soient économiques, institutionnelles ou techniques.

Conscientes de ces enjeux, les politiques publiques ont progressivement développé des dispositifs spécifiques pour soutenir ces territoires. Dès les années 1980, des cadres législatifs comme la Loi Montagne en France ont cherché à garantir un développement adapté, en prenant en compte les spécificités locales. L'objectif était double : d'une part, compenser les handicaps structurels liés aux conditions naturelles et, d'autre part, valoriser les atouts spécifiques de ces espaces, notamment en matière de tourisme et de préservation environnementale. Malgré ces efforts, les territoires de montagne restent largement soumis à des relations de dépendance fortes vis-à-vis des centres urbains et des espaces de plaine. Cette dépendance peut se manifester de plusieurs manières : accès limité aux services publics et aux équipements de santé, dépendance à l'automobile, ou encore fluctuations économiques liées aux saisons touristiques.

Le tourisme, qui constitue l'un des principaux leviers économiques de ces territoires, renforce cette dépendance tout en les exposant à une vulnérabilité croissante. Le modèle dominant, centré sur le ski, est directement menacé par le changement climatique, qui réduit l'enneigement et rend l'activité de plus en plus incertaine. Si la diversification des offres touristiques (randonnée, patrimoine, bien-être) est envisagée comme une alternative, elle ne suffit pas toujours à compenser les pertes économiques. Par ailleurs, le caractère saisonnier du tourisme limite l'installation durable des populations et accentue la précarité de l'emploi, freinant la stabilisation démographique de ces territoires.

Ces contraintes ne sont pas sans effet sur les trajectoires de vie des habitants. L'accessibilité limitée aux opportunités économiques et éducatives peut, par exemple, inciter les jeunes

générations à quitter ces territoires pour poursuivre leurs études ou trouver un emploi plus stable dans les grandes agglomérations. Ce phénomène d'exode, bien que nuancé par l'essor du télétravail et certaines politiques de revitalisation, reste un défi majeur pour l'avenir de ces territoires. À l'inverse, les populations qui choisissent de s'installer durablement en montagne, qu'il s'agisse de natifs ou de nouveaux arrivants, doivent composer avec ces contraintes structurelles, en développant souvent des stratégies d'adaptation fondées sur des réseaux de solidarité locale et des modes de vie plus autonomes.

Ainsi, l'habitabilité des territoires de montagne ne se limite pas à la question des contraintes naturelles ou des dynamiques économiques : elle repose sur un équilibre entre les ressources disponibles, les modes de vie des habitants et les transformations en cours. Elle implique une adaptation constante aux mutations environnementales, sociales et politiques, tout en préservant la capacité des populations à habiter durablement ces espaces. Penser l'habitabilité, c'est donc interroger les conditions qui permettent non seulement de vivre, mais aussi de construire un projet collectif dans ces territoires, en conciliant ancrage local et évolutions globales.

## 2. Objet de la demande

---

Pour tenter de répondre à ces enjeux, certaines associations œuvrent pour le développement et la dynamisation de ces territoires. C'est le cas de l'ADRETS, association qui travaille au développement des services aux publics dans les territoires ruraux et de montagne alpins. Par ailleurs, ces territoires de montagne font l'objet d'un travail académique spécifique. Le Labex ITEM, laboratoire d'Excellence d'Innovation et Transitions dans les Territoires de Montagnes, travaille en particulier sur les mutations socio-économiques et les bouleversements environnementaux planétaires, déclinés à l'échelle locale sous le double angle de l'innovation et de la transition. Ces deux entités sont à l'origine de la commande de cet atelier, à savoir travailler sur la question de l'habitabilité dans la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon en mettant en place un *living lab*.

Depuis trois ans, l'ADRETS explore et développe la méthodologie du *living lab*, une approche innovante qu'elle a progressivement mise en place pour impliquer les citoyens dans les processus de recherche et d'innovation.

### Qu'est-ce qu'un *living lab* ?

Le dispositif de living lab est défini par l'ADRETS comme une « méthode dans laquelle les citoyen-ne-s, habitant-e-s et usager-ère-s sont considérés comme des acteurs et actrices

essentiels des processus de recherche et d'innovation<sup>1</sup> ». Cette approche permet de développer des solutions innovantes, adaptées au territoire et tirant parti de ses ressources, tout en intégrant la population à chaque étape du processus, pour co-construire et co-évaluer les expérimentations basées sur les attentes et les souhaits des résidents. Dans ce contexte, une innovation n'est pas nécessairement une méthode nécessairement inédite, mais peut également désigner une démarche qui n'a pas encore été mise en œuvre sur le territoire concerné.

Cette méthodologie se décline en 4 étapes co-réalisées avec les habitants et les usagers du territoire :

- Le diagnostic : Permet de faire émerger les problématiques les plus proches de la réalité
- Effervescence d'idée : Trouver des idées innovantes pour répondre aux problématiques présentées dans le diagnostic
- Expérimentation : Mise en action, d'action concrète.
- Évaluation : Analyse des expérimentations et pistes d'amélioration et de modification pour une pérennisation dans le temps.

Ce dispositif est axé sur l'ancrage local pour que l'émergence des problématiques soit au plus près de la réalité. De plus, la participation citoyenne permet d'impliquer tous les acteurs pour partager les connaissances et savoirs faire de chacun, participe au développement territorial avec leurs misent en liens et développe le pouvoir d'agir des habitants. L'expérimentation permet de passer des idées aux projets ou tester des outils et usages en favorisant l'innovation.

Cette démarche a permis à l'ADRETS de concevoir une méthode de mise en œuvre adaptée, avant de la tester concrètement dans le cadre d'un atelier étudiant. Entre septembre 2023 et mars 2024, l'ADRETS a mis en place un *living lab* dans la commune de Veynes, axé sur les thématiques des mobilités et de l'accès aux services de proximité. L'objectif de cette initiative était d'analyser les pratiques de mobilité des habitants et de fournir des éléments de diagnostic, tout en élaborant des propositions pour améliorer les conditions de déplacement.

Suite à cette première expérience, l'ADRETS organise un nouveau *living lab* sur un autre territoire montagnard : la communauté de communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon (CCVUSP). Ce second *living lab* élargit son champ d'étude, ne se limitant pas uniquement aux questions de mobilité, mais abordant plus globalement la problématique de l'habitabilité à

---

<sup>1</sup> <https://adrets-asso.fr/?SyntheseDuLivingLabSurLesMobilitésDePro>

l'année dans la CCVSUP. De plus, cette approche permet de développer des solutions innovantes et concrètes qui répondent aux défis locaux, tout en favorisant une meilleure acceptabilité des projets. En effet, l'objectif est également de renforcer le pouvoir d'agir des usagers du territoires, leur donnant ainsi les moyens d'influencer leur environnement et d'améliorer leur cadre de vie. Cette méthodologie encourage aussi la mise en réseau des acteurs locaux, facilitant la coopération entre les différentes personnes et une meilleure pérennisation.

Notre équipe répond à cette demande dans le cadre d'un atelier de projet intégré au cursus du parcours Ingénierie du Développement des Territoires en Transition (IDATT) du Master Urbanisme et Aménagement, proposé par l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine de Grenoble.

### 3. Présentation de l'équipe

---

Notre équipe est composée de 13 étudiants et étudiantes des Master 1 et Master 2 du parcours Ingénierie du Développement et de l'Aménagement des Territoires en Transition (IDATT) de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine (IUGA).

Pour la première fois cette année, les étudiants et étudiantes de M2 suivent leur cursus sur le rythme de l'alternance. Cette spécificité impacte les méthodes de travail en collaboration avec les M1 et nous incite à trouver des méthodes de travail basées sur la communication et le partage.

				
<b>Bannus Yoann</b> Étudiant Master 1 IDATT	<b>Back Antoine</b> Étudiant Master 2 IDATT	<b>Couchet Mathis</b> Étudiant Master 2 IDATT	<b>Drevet Elerig</b> Étudiant Master 1 IDATT	<b>Dulon Lucie</b> Étudiant Master 2 IDATT

	<b>Atelier - L'habitabilité dans la vallée de l'Ubaye- Serre-Ponçon</b> <b>2024-2025</b> <a href="mailto:atelierubaye@gmail.com">atelierubaye@gmail.com</a>			
<b>Dulongcourty Agathe</b> Étudiant Master 2 IDATT			<b>Forbon Luna</b> Étudiant Master 1 IDATT	<b>Farnier Baptiste</b> Étudiant Master 2 IDATT

				
<b>Gallin Eline</b> Étudiant Master 1 IDATT	<b>Lacroix Leo</b> Étudiant Master 1 IDATT	<b>Merrien Quentin</b> Étudiant Master 2 IDATT	<b>Sapey Paul</b> Étudiant Master 1 IDATT	<b>Utmann-North Benoit</b> Étudiant Master 1 IDATT

\*IDATT: ingénierie du développement et de l'aménagement des territoires en transition

## II. Diagnostic

### 1. Présentation générale du territoire et ses enjeux

La Communauté de commune Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon est un territoire des Alpes-de-Haute-Provence, situé le long de l'Ubaye, entre le lac de Serre-Ponçon (à l'Ouest) et la frontière italienne (à l'Est).

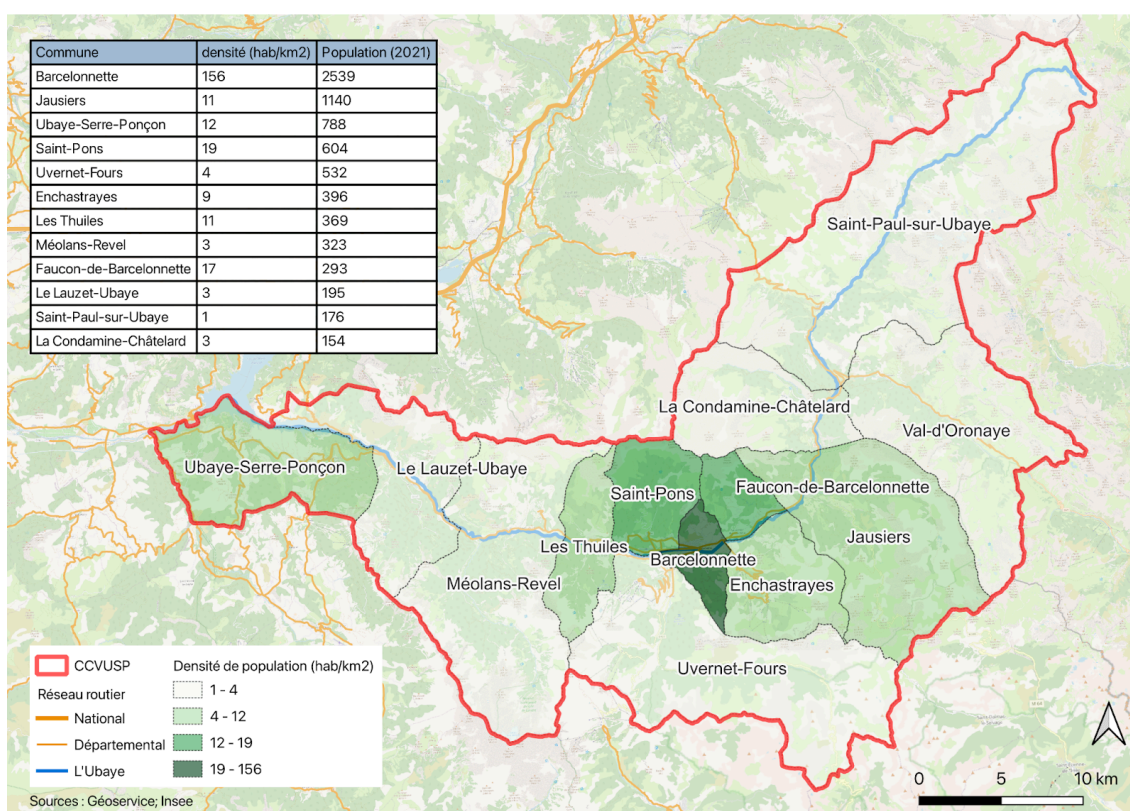
C'est un territoire rural peu dense (8 habitants par km<sup>2</sup>), peuplé d'environ 8 000 habitants, répartis sur 13 communes. A titre comparatif, le département des Hautes-Alpes compte 25 habitants au km<sup>2</sup>.

Barcelonnette se situe au cœur du territoire, tant géographiquement que fonctionnellement, en raison de la présence de nombreux services. Le territoire s'étend sur 70 km de long (soit environ une heure en voiture). À l'ouest, la commune d'Ubaye-Serre-Ponçon présente un



contexte particulier en raison de sa proximité avec le lac de Serre-Ponçon, qui attire une forte activité touristique durant l'été. À l'est, les communes de la haute vallée sont les plus éloignées, tant des services de Barcelonnette que des grandes villes comme Gap.

Le tourisme est la principale ressource économique de la vallée, avec 85 % des emplois directement ou indirectement liés à ce secteur, et il représente 91 % de la richesse produite. Il s'agit principalement d'un tourisme de montagne, avec notamment le parc national du Mercantour, dont l'aire d'adhésion recouvre la bordure sud du territoire. Cette activité est saisonnière, avec un pic en hiver grâce aux trois stations de ski, mais elle connaît aussi une certaine activité estivale. Cette saisonnalité affecte les emplois ainsi que des services essentiels comme la mobilité, le logement et l'accueil de la petite enfance.



Communauté de communes de l'Ubaye Serre-Ponçon

## 2. Diagnostic territorial

### 2.1. Éléments existants

Le diagnostic est normalement la première étape d'un *living lab* : il permet d'obtenir les données et informations essentielles pour orienter la construction du *living lab*. Le diagnostic

permet de mieux comprendre les modes d'habiter des différents acteurs et actrices du territoire et leurs besoins en termes d'amélioration du cadre de vie. Il est donc essentiel pour proposer des solutions pertinentes et adaptées au territoire lors de la phase d'expérimentation.

L'ADRETS a déjà engagé une partie de la phase de diagnostic territorial : nous avons réalisé une synthèse des documents fournis, qui sera le diagnostic sur lequel nous nous baserons pour la suite du *living lab*.

Les documents principaux sont :

- le diagnostic territorial des services au public sur le territoire de la CCVUSP ;
- l'analyse territoriale - PITER Terres Monviso / Projet IncL Bien vieillir

Nous analyserons également d'autres documents pour en extraire les données pertinentes que nous pourrions utiliser dans la construction du *living lab*.

La lecture de ces diagnostics nous permettra d'en savoir plus sur les enjeux auxquels la CCVUSP est confrontée et les pistes à explorer. Nous serons particulièrement attentifs aux éléments relatifs aux thématiques identifiées comme points de tensions : informations & communication, mobilités, logement et services au public.

## 2.2. Éléments manquants

Nous anticipons le fait que certaines données dont nous avons besoin ne soient pas présentes dans les documents que nous avons à notre disposition. Dans ce cas nous pourrions soit :

- Demander ces données à l'ADRETS ou à la CCVUSP : dans ce cas, elles seront demandées dès que possible.
- Collecter ces données lors de la première sortie de terrain du 19 au 22 novembre 2024.

Par ailleurs, puisqu'il existe déjà de nombreuses enquêtes sur les habitants de plus de 65 ans, la récolte d'information se fera davantage sur les profils cibles identifiés ci-dessus. En particulier, les travailleurs saisonniers étant des acteurs majeurs de la CCVUSP, il nous semble essentiel de recueillir des informations sur ce profil de la population. Cependant, notre première sortie de terrain se déroule en basse saison. Il sera donc plus complexe pour nous de rencontrer les personnes qui ne vivent dans la vallée qu'en haute saison.

### a) Les mobilités

Soumise à des problématiques de basses densités, d'enclavement, et de contraintes morphologiques, la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon est un territoire marqué par une forte dépendance à la voiture individuelle. Plusieurs facteurs contribuent à cette situation :

- En dehors de Barcelonnette, et Jausiers dans une moindre mesure, le territoire est composé de petites communes marquées par un peuplement dispersé et de nombreux hameaux.
- La déclivité est également un déterminant des comportements de mobilités, notamment en matière de modes actifs (vélo, marche).
- Il y a également l'absence de réseau de pistes cyclables, notamment sur le tronçon entre Jausiers et Barcelonnette, qui est un projet annoncé depuis de nombreuses années par la collectivité mais qui ne s'est jamais concrétisé.
- Par ailleurs, face à la diversité des besoins de mobilité, les services de transport en commun, en raison des horaires et de la fréquence peu importante, ne sont pas adaptés à tous les déplacements. De plus, la saisonnalité des transports en commun questionne la notion d'habitabilité. En basse saison, les seules lignes de bus qui desservent le territoire sont la 535 (Barcelonnette <> Gap) et la 68 (Barcelonnette <> Marseille) du réseau régional Zou!, avec respectivement 2 et 1 bus par jour. La haute-vallée n'est donc pas du tout desservie. 35 % des habitants ont déjà renoncé à l'accès à un service à cause des transports en commun pas adaptés (Barbey, 2024)

Cependant, 52 % des actifs travaillent dans leur commune de résidence, avec en moyenne 7 km de trajet, contre 12 km en moyenne pour la Région Sud (POPSU, 2024), ce qui montre une tendance à la proximité géographique entre le domicile et le lieu de travail dans cette vallée peu dense. Cela peut indiquer une adaptation des habitants à un marché de l'emploi localisé, où la dispersion des logements et la rareté des transports en commun rendent les déplacements plus difficiles. Cette situation souligne également une dépendance à la voiture, limitant les possibilités d'emploi en dehors de la commune et renforçant l'importance de développer des solutions de mobilité adaptées aux besoins des résidents.

Le covoiturage est une solution pratiquée par beaucoup d'habitants, l'organisation passe souvent par des réseaux informels (groupes whatsapp par exemple) qui fonctionnent bien.

## **b) Le logement**

Le parc immobilier du territoire est dominé par les résidences secondaires, qui représentent 70 % des logements de la CCVUSP. Cela cause des problèmes d'accès au logement pour les personnes souhaitant s'installer durablement sur le territoire, mais aussi pour les travailleurs saisonniers qui cherchent à se loger quelques mois dans l'année.

Le coût du logement et son adéquation avec les revenus médians de la vallée (en corrélation avec le taux de résidences secondaires) rendent difficile l'accession à la propriété pour des habitants "à l'année".

Par ailleurs, beaucoup de bâtiments sont très mal isolés, ainsi la dépense énergétique est très mauvaise pour beaucoup de logements. Ces logements qui ne remplissent pas les critères d'efficacité énergétique doivent être soumis à la rénovation énergétique, engendrant des coûts importants.

## **c) L'emploi**

La problématique principale liée à l'emploi sur le territoire est le manque de diversité. En effet, la plupart des emplois disponibles sur le territoire sont des emplois saisonniers en lien avec le tourisme. Les habitants ont la volonté que les emplois soient plus diversifiés, par exemple avec plus d'emplois cadres ainsi que sur des filières peu présentes sur le territoire (filiale santé) ou valorisant les ressources du territoire (filiale forêt-bois).

## **d) Les services**

De nombreux services sont concentrés à Barcelonnette, et dans une moindre mesure à Jausiers. On retrouve aussi de nombreux commerces de proximité et un marché hebdomadaire qui permettent aux habitants de la vallée de faire la majorité de leurs courses.

La cité scolaire André Honnorat de Barcelonnette donne la possibilité aux jeunes de la vallée de rester à proximité de leur domicile pour toute leur scolarité. Néanmoins, l'offre de formation reste limitée, notamment pour le post-bac, obligeant bien souvent les jeunes à quitter le territoire pour celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre un cursus universitaire.

En matière d'accès aux soins, une maison de santé regroupe des professionnels de santé aux compétences variées : médecins généralistes, dentistes, kinésithérapeutes... Cependant, la vallée ne dispose pas de spécialiste, obligeant les habitants et habitantes à se déplacer à Grenoble ou Aix-Marseille.

Enfin, le tissu associatif est très développé sur le territoire ; il constitue une bonne partie de l'offre sportive, culturelle, et de loisirs.

Cette situation, qui présente de nombreux atouts pour le territoire, présente néanmoins des faiblesses. La concentration des services dans les polarités de Barcelonnette et Jausiers peut être une difficulté pour les personnes habitant dans les communes les plus éloignées, notamment les jeunes et les personnes âgées, qui n'ont pas toujours les ressources pour se déplacer selon leurs besoins. Par ailleurs, la couverture numérique reste insatisfaisante pour une partie de la population, en raison du manque de réseau et d'opérateurs.

### **e) Les loisirs**

Le territoire offre une grande variété de sports et d'activités de plein-air : ski, golf, vélo, karting, activités aquatiques, ainsi que de nombreuses activités culturelles et associatives.

Des manques sont néanmoins identifiés, principalement car de nombreuses activités sont ciblées pour les touristes et ne sont pas ouvertes en basse saison. C'est notamment le cas de la piscine publique, qui n'est pas ouverte à l'année. Les habitants souhaiteraient également plus d'activités culturelles et regrettent que certains lieux culturels soient sous-utilisés.

### **f) L'alimentation**

Le réseau de circuit court, ainsi que plusieurs producteurs locaux et les marchés favorisent un accès à une alimentation de qualité pour les Ubayens.

Les habitants des centres-bourgs ont accès à un certain choix de commerces alimentaires à proximité. Les habitants de hameaux plus reculés, notamment dans la haute-vallée, n'ont cependant pas un accès aussi privilégié aux commerces alimentaires.

Un Plan Alimentaire Territorial (PAT) est actuellement développé sur la commune de Jausiers. Des discussions sont en cours pour le porter au niveau de la CCVUSP.

### **g) Les liens entre les pratiquants du territoire**

Dans un territoire peu dense comme la vallée de l'Ubaye, le lien entre les acteurs permet de garantir l'accès aux services et aux loisirs, de développer la solidarité, et plus généralement d'éviter l'isolement vécu par certaines personnes. Ces liens sont de trois natures :

- 1) **D'habitant à habitant** : ce sont les liens entretenus entre voisins, entre amis ou en famille. Ils sont essentiels pour que les habitants développent une identité commune liée au territoire, mais aussi pour des cas bien plus pratiques souvent liés à l'entraide :

covoiturage, prêt de matériel,... Les nouveaux habitants ont souvent du mal à s'insérer dans ces réseaux informels, notamment pour l'organisation du covoiturage.

- 2) **Entre habitants et structures** (associations, administrations,...) : les différentes structures doivent être en mesure de communiquer avec les habitants, afin de faire connaître les services qu'elles offrent et leur rôle dans le territoire. Là encore, les nouveaux habitants peuvent être plus difficilement intégrés s'ils ne connaissent pas les canaux de communication. Certaines personnes n'ayant pas ou peu accès à internet (pour des raisons techniques ou de capacité) peuvent aussi passer à côté de certaines informations diffusées par ce biais.
- 3) **De structure à structure** : Les structures entre elles doivent être en mesure d'échanger afin de coopérer : mise en commun de locaux, événements communs, services complémentaires...

### 3. Les publics cibles

---

Si l'habitabilité est un enjeu global qui concerne tous les publics, nous avons néanmoins identifié quatre catégories qui ont des sensibilités, voire des fragilités particulières.

#### 3.1. Les jeunes

Les 15-18 ans sont un public spécifique car ils se trouvent à une période charnière de leur vie. C'est à cet âge que les jeunes commencent à se projeter dans l'avenir, via les études et le premier emploi. C'est à cette période de la vie que les jeunes commencent à être indépendants et à pratiquer le territoire par eux-mêmes. Ils sont confrontés à des problématiques de logement, de loisirs, et d'insertion sur le marché de l'emploi.

L'objectif est de comprendre :

- Quels sont les avantages et inconvénients du territoire d'après eux-elles
- Comment ils se projettent sur le territoire
- Pourquoi ils resteraient sur le territoire
- Pourquoi ils reviendraient sur le territoire
- Pourquoi ils quitteraient définitivement le territoire
- Comment ils vivent sur le territoire, quelles sont leurs pratiques



### **3.2. Les personnes actives présentes à l'année**

Les personnes actives sont une portion de la population pratiquant au quotidien le territoire, et ce tout au long de l'année. Ces personnes ont des besoins en matière d'emploi, de logement, de services ou encore de loisirs. Il nous semble pertinent d'en savoir plus sur leurs pratiques et leur degré d'attachement au territoire.

L'objectif est de comprendre :

- D'où ils viennent
- Pourquoi ils-elles vivent actuellement sur ce territoire / Ce qui le rend attractif
- Quels sont les avantages et inconvénients du territoire d'après eux
- Comment ils se projettent sur le court et le long termes
- Quels sont les types d'usage du territoire d'après eux
- Quelles difficultés ils ont rencontrées lors de leur installation sur le territoire

### **3.3. Les propriétaires de résidences secondaires**

Une résidence secondaire est un logement non-affecté à l'habitation principale du locataire pendant l'année. Les résidences secondaires sont très nombreuses sur le territoire, et leurs propriétaires / locataires n'ont pas les mêmes pratiques et les mêmes besoins que les habitants à l'année.

L'objectif est de comprendre :

- Quel est leur profil socio-économique
- Quel est le type de logement
- Combien de temps et à quelle période ils utilisent le logement
- Pourquoi avoir un logement secondaire sur ce territoire
- Pourquoi ne pas s'installer à l'année / S'ils souhaitent s'y installer à l'année, et si oui, quels sont les moteurs et les freins
- Ce qu'ils font quand ils viennent / Quelles activités sont pratiquées

### 3.4. Les saisonniers

La vallée de l'Ubaye est un territoire très touristique, générateur de nombreux emplois durant la haute saison. Cette saisonnalité implique des pratiques spécifiques pour ce public cible, qui n'a pas non plus nécessairement les mêmes besoins que le reste de la population.

L'objectif est de comprendre :

- Si ces personnes vivent à l'année sur le territoire et ont une activité saisonnière, ou si elles viennent uniquement une partie de l'année
- Pourquoi ils viennent travailler et combien de temps
- Pourquoi ils ne restent pas à l'année sur le territoire
- Quels sont leurs emplois saisonniers
- S'ils ont rencontré des difficultés pour se loger sur le territoire, et si oui lesquelles

## 4. Trois questionnements

---

Au vu de ces enjeux et compte tenu des spécificités du territoire de la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon, nous proposons de retenir trois questionnements en guise de fil conducteur de ce travail :

- Comment améliorer les conditions de vie des personnes qui vivent à l'année sur le territoire ? Comment encourager les jeunes à rester et/ou à revenir habiter sur le territoire ?
- Comment créer un sentiment d'appartenance au territoire, en particulier auprès des jeunes et des personnes en résidence secondaire ? Comment se représentent-ils ce territoire ? Comment s'y projettent-ils ?
- Comment rendre attractif et hospitalier le territoire pour les personnes qui n'y vivent pas à l'année, en particulier les travailleurs saisonniers et les propriétaires de résidences secondaires ? Comment leur offrir des conditions d'habitabilité à l'année ?

## 5. Problématique

---

Ainsi, ce projet s'articule autour de la problématique suivante :

**Comment construire, avec les acteurs du territoire, des solutions permettant d'améliorer l'habitabilité à l'année dans la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon ?**

## III. Méthodologie du *living lab*

### 1. Benchmark sur la notion de *living lab*

---

Pour mieux saisir la notion de *living lab*, nous avons réalisé un benchmark (livré en annexe) de différents *living labs* réalisés auparavant. Ce benchmark ne s'appuie pas que sur des *living lab* portant la thématique de l'habitabilité. Il a principalement pour objectif de regrouper et de faire un état des lieux des pratiques existantes. Cela nous a permis d'explorer les différentes formes que celui-ci peut prendre et de s'en inspirer pour trouver les solutions les plus adaptées à notre sujet.

Pour produire ce regroupement de pratiques, nous avons effectué un travail de recherche documentaire, en mobilisant la littérature grise et la littérature scientifique.

### 2. Les dispositifs mis en place

---

Plusieurs outils méthodologiques ont été mobilisés au cours de cet atelier. Cette partie détaille chaque dispositif mis en place au cours des différentes étapes de ce *living lab*.

#### 2.1. Première semaine de terrain

La première semaine sur le terrain nous a permis de compléter le diagnostic et de préparer la suite de l'atelier. Les objectifs de ce terrain étaient les suivants :

- S'imprégner du territoire, connaître l'histoire de la vallée, via la rencontre avec les personnes rencontrées sur le territoire.
- Comprendre les besoins des habitants, leurs trajectoires de vie, identifier les points faibles/forts du territoire, cartographier les attachements.

- Recueillir les données identifiées comme prioritaires pour chaque public cible.

### **a) Le questionnaire**

Nous avons pour objectif de diffuser deux questionnaires.

Le premier devait cibler les lycéens et devait être diffusé en amont de notre visite afin de pouvoir être traité et analysé avant la rencontre avec les jeunes.

Le deuxième questionnaire devait cibler les travailleurs saisonniers. Il avait pour objectif d'identifier les freins et les leviers à une installation durable sur le territoire.

### **b) Les entretiens**

Nous avons également souhaité conduire des entretiens auprès des travailleurs saisonniers. Compte tenu des difficultés potentielles pour organiser des entretiens collectifs, nous avons formulé deux scénarios :

- Scénario 1 : 2 à 3 entretiens individuels (saisonniers présents en saison et employeur) et un focus group (saisonniers présents à l'année)
- Scénario 2 : entretiens individuels (saisonniers présents en saison, saisonniers présents à l'année, employeur)

Pour encourager un échange libre et spontané, nous avons envisagé des entretiens semi-directifs, permettant d'obtenir des réponses reflétant au mieux les réalités vécues et approfondir les sujets mis en évidences dans les questionnaires. Cela avait aussi pour intérêt de pouvoir aborder certains sujets avec des publics cibles, qu'il serait difficile de rassembler pour un atelier.

Ces entretiens devaient être menés avec des personnes présentes sur le territoire seulement une partie de l'année (les saisonniers et les personnes possédant une résidence secondaire), car il semble difficile de les identifier puis de les rassembler pour un focus unique durant notre période sur le terrain en novembre. Cela avait pour objectif d'évaluer leur sentiment d'appartenance et comprendre leur attachement au territoire. Pour les contacter, nous avons prévu d'utiliser les groupes sur les réseaux sociaux (groupes associatifs, groupes des communes, etc.). Concernant les saisonniers, nous avons prévu également des entretiens avec leurs employeurs afin de mieux comprendre les dynamiques en jeu, d'un point de vue extérieur.

Ces entretiens devaient également être menés avec des membres de la population active présents à l'année sur le territoire, comme les commerçants ouverts à l'année (boulangers, restaurateurs, etc.) ainsi que des membres d'associations locales. Il nous paraissait pertinent d'interroger ce public sous la forme d'entretiens semi-directifs pour aborder plus précisément les problématiques qu'ils rencontrent en étant présent continuellement sur le territoire.

### **c) L'atelier de cartographie des attachements (au lycée)**

Nous souhaitions également mettre en place un temps fort de rencontre avec les jeunes, au lycée. Il s'agissait alors de rencontrer les 15-18 ans afin de connaître leur regard, et en particulier leur sentiment d'attachement au territoire. Pour ce faire, nous voulions mettre en place un atelier en deux temps dans différentes classes.

- Phase cartographie vivante : l'idée de cet atelier était de proposer aux lycéens de créer une "carte sensible", afin de matérialiser et identifier les localités importantes à leurs yeux, mais aussi de connaître leurs pratiques du territoire.
- Effervescence d'idées : nous souhaitions ensuite, à partir du travail effectué sur la carte, proposer aux lycéens d'identifier leurs attentes, leurs besoins, leurs désirs pour le territoire. Nous envisagions l'utilisation de post-it, de dessins, etc. Cette phase pouvait éventuellement être accompagnée d'un débat mouvant et d'une restitution.

### **d) L'atelier marché**

Nous souhaitions profiter du marché (Barcelonnette le mercredi, et éventuellement Seyne) pour rencontrer des personnes issus d'horizon divers et échanger avec eux sur la perception du territoire, de son habitabilité. L'idée était alors d'installer un stand et de proposer deux activités :

- Nuage de mots : le principe était de proposer aux passants d'écrire 1 à 2 mots par thématique (du diagnostic), chacune identifiée selon un système de couleurs. Un système était également prévu pour comptabiliser le nombre de réponses similaires aux mots déjà inscrits (via le système de couleurs). Nous avons également réfléchi à un système permettant d'"attirer" les passants et les inciter à échanger (clown, dispositif "porteur de parole" etc.).
- Entretiens : nous avons prévu de proposer aux personnes ayant participé au nuage de mots (ou à toute personne volontaire) de conduire un entretien libre ou semi-directif (enregistré). L'objectif était de les questionner sur les thématiques soulevées par le diagnostic.

### **e) Les boîtes à idées**

Malgré des retours mitigés des expériences passées de l'ADRETS (faible participation) et compte tenu des faibles ressources nécessaires à leur installation et leur exploitation, nous avons voulu mettre en place des boîtes à idées dans divers lieux fréquentés de la communauté de communes. L'objectif était de recueillir les perspectives du territoire à travers le regard des habitants de la CCVUSP, tout en encourageant des suggestions d'amélioration de leur part. Les emplacements des boîtes à idées doivent être assez stratégiques. Pour qu'elles soient vues, nous avons identifié des endroits fréquentés et propices à l'attente (gare routière, poste, mairie, locaux d'associations, écoles, lieux culturels, maison médicale etc.). De plus, une boîte à idées mobiles devait être à disposition lors de nos interventions, notamment sur le marché ou au lycée.

### **f) La réunion participative**

Le dernier dispositif envisagé était une réunion participative, le mercredi 20 novembre au soir.

Cette réunion participative visait d'une part à échanger avec les habitants acteurs du territoire sur la question de l'habitabilité, et d'autre part de créer un moment de rencontre, d'échanges et de convivialité. L'objectif était d'enrichir la compréhension du territoire à travers une série d'ateliers interactifs.

- **Débat mouvant (*icebreaker*)** : cet atelier avait pour but d'initier une réflexion collective sur des thématiques préalablement définies. Le format du débat mouvant permet de faire émerger des tendances et des opinions, tout en créant un cadre convivial propice aux échanges. Le nombre limité de questions devait permettre de briser la glace entre les participants et de favoriser une participation active dès le début de l'atelier.
- **Jeu de rôle** : dans cet atelier, les participants étaient invités à se mettre dans la peau d'une personne fictive (en prenant connaissance d'une série de caractéristiques préalablement définies sur une fiche d'identité). Leur tâche devait être de discuter des freins et leviers permettant d'habiter le territoire, mais aussi les pratiques (lieu et mode de vie) en fonction du rôle qui leur a été attribué. L'objectif de cet atelier était de faire émerger les atouts du territoire, mais aussi de mettre en lumière les freins à l'habitabilité du territoire et les inégalités que cela peut engendrer.

Cette réunion publique nécessitait une communication importante : affichage public et sur les réseaux sociaux, affichage et communication lors des différents ateliers (notamment marché), invitations envoyées aux associations travaillant sur des questions d'habitabilité.



## 2.2. Deuxième semaine de terrain

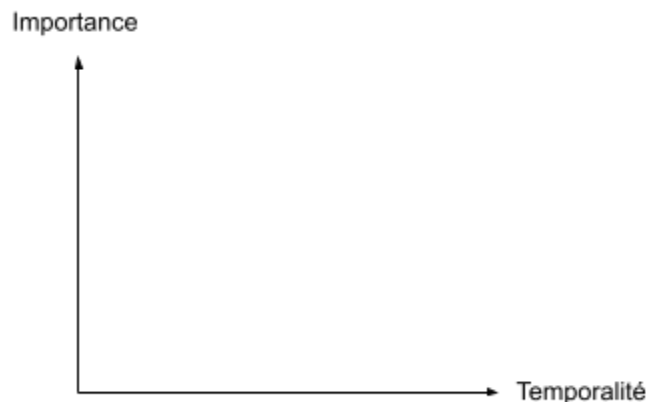
La deuxième semaine de terrain nous a permis d'approfondir et de confirmer nos choix pour les expérimentations à mettre en œuvre lors de la sortie de terrain de février. Les objectifs de ce terrain étaient les suivants :

- Récolter l'avis des habitants sur les expérimentations choisies.
- Comprendre les besoins des habitants, mais également des acteurs vis-à-vis de ces expérimentations.
- Identifier les points qui pourraient bloquer lors de la mise en place de nos expérimentations pour l'adapter en fonction.

### a) Atelier "À tes souhaits"

Lors de cette deuxième semaine de terrain, les lycéens ont de nouveau été mobilisés. Cet atelier était pensé comme la suite de notre première sortie de terrain, durant laquelle nous avons identifié avec les jeunes le besoin d'avoir un lieu de rencontre qui leur était dédié.

Cet atelier devait d'abord permettre d'identifier les souhaits des jeunes. Il s'agissait ensuite de représenter, sous forme d'un graphique, la priorisation des besoins, avec en abscisse la temporalité (est-il nécessaire que cet élément soit fait le plus rapidement possible ou peut-il attendre ?) et en ordonne l'importance (est-ce que cet élément est le plus important ?).



*Graphique type utilisé lors de l'atelier auprès des jeunes*

Cet atelier devait se faire en classe, lors d'un temps dédié, auprès de 2 à 3 classes.

## **b) Arpentage panneaux**

Cet exercice d'arpentage visait d'une part à identifier les lieux d'affichages d'événements ou d'informations (officiels ou sauvages), et d'une autre part à interroger les habitants sur leurs habitudes, notamment à travers leurs trajets journaliers, afin d'identifier les lieux optimaux pour la mise en place d'affichage de l'information.

Pour ce faire, il était prévu de communiquer sur cet événement auprès des habitants lors du marché le 22 janvier, mais aussi en amont de notre venue. Connaître également l'emplacement des panneaux d'affichage mis en place par les collectivités se révélait nécessaire afin de s'y rendre et d'interroger les habitants sur la pertinence de leurs emplacements et de leurs usages lors de l'arpentage.

## **c) Concertation des habitants sur l'outils d'accès à l'information**

Nous avons également souhaité profiter du marché du mercredi 22 janvier à Barcelonnette pour connaître les canaux de communication utilisés par les habitants pour s'informer (numérique, physique, recherches spontanées, notifications).

Le but était de profiter de la population présente au marché pour faire ressortir les tendances d'utilisation des habitants vis-à-vis de l'information et ainsi permettre aux initiateurs (associations, CCVUSP) du projet d'adapter au mieux "l'agenda partagée" aux utilisateurs.

Pour se faire plusieurs méthodes devaient être mise en place :

- Recensement des utilisateurs d'outils d'information physique et numérique
- Entretien semi-directif avec les passants sur leur manière de recevoir l'information, le type d'information consulté et leur avis sur un projet "d'agenda partagé".

## **d) Entretiens semi-directifs**

Lors de notre intervention sur le terrain en novembre 2024, les difficultés à rencontrer des saisonniers en raison de la période de creux touristique nous ont incités à réitérer l'atelier d'entretiens sur la semaine de janvier auprès de ce public cible.

Nous avons aussi prévu d'adapter ces entretiens en fonction des problèmes rencontrés lors de la première semaine de terrain (pertinence des questions) et axer les questions sur des points encore non résolus (suppression des questions générales sur la vallée, car des réponses ont déjà été apportées en novembre).

Nous souhaitons également mettre en place des entretiens avec des acteurs du territoire qui organisent des événements ou les diffusent, comme les associations, les médiathèques et l'office du tourisme de la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon.

Le but était ici de comprendre grâce à un entretien semi-directif comment fonctionne la diffusion d'événements dans la vallée. Ainsi, comprendre les avantages et inconvénients des différentes méthodes utilisées pour adapter au mieux l'agenda partagé.

### **e) Questionnaire**

En parallèle des entretiens, il était également nécessaire de comprendre les attentes des associations vis-à-vis de cet outil, car c'est elles qui seront amenées à le prendre en main.

Pour ce faire, nous avons prévu de questionner, avant notre venue, les acteurs susceptibles d'ajouter du contenu sur l'agenda partagé sur leurs habitudes et leurs outils de diffusion de l'information. À travers un questionnaire diffusé avant notre arrivée, nous allions donc comprendre comment adapter l'outil aux acteurs afin de faciliter l'alimentation du contenu. De plus, ce questionnaire devait nous permettre d'entrer en contact avec des acteurs qui seraient intéressés dans l'implication de ce projet d'agenda partagé.

### **f) Réunion association**

Nous souhaitions organiser une première réunion avec les associations qui semblent investies dans un projet d'agenda partagé afin de comprendre leurs besoins vis-à-vis de cet outil.

Cette réunion devait permettre de débattre autour des points principaux tels que :

- Le format
- Le contenu de l'outil
- L'échelle d'action
- L'alimentation du contenu
- Les financements

Ce court temps de réunion devait permettre une effervescence d'idées que nous pourrions retravailler afin de proposer des solutions qui leur correspondent. Cette réunion devait également permettre de faire ressortir les avis divergents et blocages autour de cet outil.

Pour cette réunion, nous attendions entre 5 et 10 représentants d'associations.

## **2.3. Troisième semaine de terrain**

La troisième semaine de terrain a été consacrée aux expérimentations. Les objectifs étaient les suivants :

- Mettre en place les expérimentations.
- Commencer à travailler sur une conclusion de nos expérimentations.

- Ancrer les projets sur le territoire, notamment en impliquant les acteurs pour assurer la pérennité après notre départ.
- Récolter l'avis des habitants sur les expérimentations choisies.
- Comprendre les besoins des habitants, mais également des acteurs vis-à-vis de ces expérimentations.
- Identifier les points qui pourraient bloquer lors de la mise en place de nos expérimentations pour l'adapter en fonction.

### **a) Expérimentation jeunes**

Cette expérimentation répondait aux éléments obtenus lors des semaines de terrain précédentes.

Pour que cet atelier fonctionne, une forte communication était nécessaire, notamment auprès des lycéens déjà rencontrés auparavant. Cette communication était prévue via différents canaux :

- Institutionnel via le lycée, comme lors des semaines précédentes.
- Via les réseaux sociaux (Instagram et Facebook).

Les retours portant sur la nécessité d'avoir un lieu de retrouvailles pour les jeunes de 15 à 20 ans, nos objectifs étaient les suivants :

- La mise en relation entre nous, les jeunes et les acteurs de la MDJ.
- La réalisation d'un aperçu des activités qui pourraient être possibles sur le temps long.
- Enfin, la mise en relation des jeunes avec les acteurs de la jeunesse à l'échelle de la vallée, soit les élus du pôle jeunesse de la mairie et de la communauté de communes.

Lors de ces expérimentations, nous attendons une dizaine de jeunes âgés entre 15 et 20 ans.

### **b) Expérimentation accès à l'information**

Pour la thématique de l'accès à l'information, nous avons souhaité tirer profit de la matière récoltée lors de la sortie de janvier, via la concertation avec les habitants sur le marché, les entretiens semi-directifs d'acteurs du territoire, les questionnaires et la réunion avec les associations. Nous avons alors imaginé une réunion avec les associations, mais également la communauté de communes.

Cette réunion avait pour objectif principal d'engager l'élan pour la création d'un agenda partagé. En raison des contraintes de temps imposées par le cadre universitaire, il nous a semblé nécessaire de créer une dynamique de projet qui pourrait être poursuivie par un ou des acteurs du territoire.

Cette réunion a également pour objectifs de :

- Présenter le fruit de nos récoltes d'information et de nos expérimentations, afin de montrer que le projet est déjà lancé et que de nombreux points sont déjà résolus.
- Présenter le scénario de financement envisagé, dans le but d'engager la discussion entre les associations et la communauté de communes sur le meilleur moyen de financer l'outil.
- Échanger autour des solutions proposées dans le but d'adapter l'outil aux besoins et à la réalité du territoire.
- Définir l'étape suivante du projet dans le but d'assurer la passation et la pérennité du projet.

Pour cette expérimentation, nous attendions entre 10 et 15 représentants d'associations et quelques représentants de la communauté de communes, mais également des élus des communes.

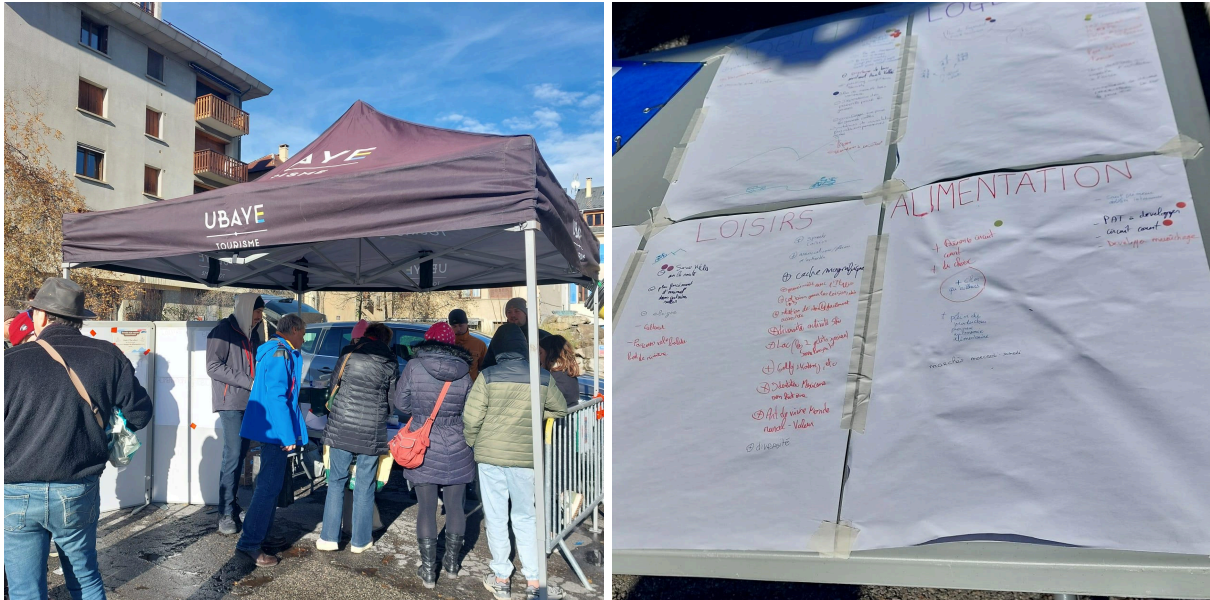
Un tableau de synthèse de l'ensemble des dispositifs mis en œuvre au cours du *living lab* ainsi que le calendrier de leur déploiement sont disponibles en annexe.

## IV. Résultats

### 1. Effervescence d'idées

Les premiers résultats sont issus de la phase d'effervescence d'idée, qui a eu lieu en quatre temps distincts, touchant chacun un public différent.

## 1.1. Marché



Le stand tenu sur le marché de Barcelonnette, le matin du mercredi 20 novembre, nous a permis de recueillir plus de 100 propos d'habitants sur la vie en Ubaye, répartis en 7 thématiques.

Au cours de la matinée, nous nous sommes présentés comme des étudiants travaillant sur l'amélioration des conditions de vie en Ubaye, ce qui explique probablement la prépondérance de propos négatifs, ce qui ne reflète pas forcément l'avis tendanciel des habitants.

### a) Emplois - 2 propos positifs, 16 avis négatifs

Les habitants sont globalement d'accord pour dire que les emplois ne manquent pas sur le territoire, le problème venant plutôt du type d'emplois disponibles. Beaucoup sont des emplois saisonniers liés au tourisme. Ce sont donc des emplois saisonniers et précaires, peu qualifiés pour beaucoup. De nombreux habitants aimeraient que des emplois plus variés, dont des emplois "cadres", soient proposés dans la vallée. Certains citent même les filières santé et bois, qui pourraient fournir des emplois pérennes dans la vallée ainsi que d'autres retours positifs sur le territoire (valorisation de la ressource locale en bois, amélioration des conditions d'accès à la santé).



### **b) Mobilités - 5 propos positifs, 29 propos négatifs**

La quasi-totalité des propos négatifs recueillis sont liés à la dépendance à la voiture individuelle vécue par les habitants. Beaucoup relèvent les faiblesses du réseau de transport en commun de la vallée : le réseau, composé exclusivement de bus, offre trop peu de possibilités (faible amplitude horaire, peu de passages journaliers, peu d'arrêts, peu de destinations possibles). Certains pointent que le réseau de bus est plus facile à utiliser en haute saison touristique, quand les passages sont plus fréquents.

Le covoiturage est perçu comme une bonne solution dont l'organisation passe souvent par des réseaux informels (groupes Whatsapp par exemple) qui fonctionnent bien, mais surtout pour accéder aux grands pôles (Barcelonnette et Gap notamment). Ce mode de transport mériterait d'être développé, via le "réseau pouce" par exemple.

Les habitants parlent également de l'absence d'un réseau de pistes cyclables, notamment sur le tronçon entre Jausiers et Barcelonnette, projet annoncé depuis de nombreuses années par la collectivité mais qui n'a jamais été concrétisé. Les habitants confirment leur intérêt pour ce projet.

### **c) Logement - 0 propos positifs, 17 propos négatifs**

Aucun propos positif n'a été recueilli au sujet du logement. La forte attractivité touristique du territoire en est en partie responsable : le fort taux de résidences secondaires et les nombreux Airbnb sont cités comme des facteurs qui compliquent l'accessibilité au logement pour les habitants à l'année, voire pour les saisonniers. Le territoire manquerait également de terrains constructibles. Ces facteurs font que peu de logements sont disponibles, que ce soit à l'achat ou à la location, et souvent à des prix trop élevés pour les locaux. Les logements disponibles sur le marché peuvent également ne pas correspondre aux besoins des habitants (surface, nombre de pièces ou type de logement non adapté).

Les dépenses énergétiques sont aussi relevées comme un problème, car de nombreux logements ne sont pas bien isolés.

### **d) Alimentation - 6 propos positifs, 8 propos négatifs**

Le réseau de circuit court, ainsi que plusieurs producteurs locaux et les marchés favorisent un accès à une alimentation de qualité pour les Ubayens. Certains déclarent même être "presque en autonomie alimentaire", même si cet argument est contredit par des propos d'autres habitants qui se sentent dépendant des supermarchés pour de nombreux produits et qui trouvent l'alimentation plus chère qu'ailleurs. Ils voient un intérêt à développer le

maraîchage dans la vallée, et de travailler sur le Plan Alimentaire Territorial (PAT), qui est actuellement développé sur la commune de Jausiers. Des discussions sont en cours pour le porter au niveau de la CCVUSP.

#### **e) Loisirs - 21 propos positifs, 12 propos négatifs**

Le territoire, par sa localisation, offre une grande variété de sports et d'activités de plein-air dont beaucoup d'habitants parlent : ski, golf, vélo, karting, lac, etc. Ils apprécient également les activités culturelles et associatives, ainsi que sa proximité avec l'Italie et son identité, liée à son histoire et son lien avec le Mexique par exemple.

Des manques sont néanmoins identifiés, principalement car de nombreuses activités sont ciblées pour les touristes, ce qui crée des manques en basse saison. Il n'y a par exemple pas de piscine ouverte à l'année. La pratique du vélo semble également freinée par le sentiment d'insécurité sur la route pour les cyclistes et pourrait bénéficier d'un parcours le long de la rivière par exemple. D'autres propositions sont évoquées, comme une via-ferrata et des espaces pour la pratique du ski de fond. Les habitants souhaiteraient également plus d'activités culturelles et regrettent que certains lieux culturels soient sous-utilisés. Une personne évoque par exemple le besoin d'un lieu "alternatif" tel qu'une friche réaménagée en lieu culturel.

#### **f) Services - 2 propos positifs, 2 propos négatifs**

Un habitant est satisfait des services proposés en Ubaye, et décrit une impression que tout "vient" à eux. Un autre cite la maison de retraite de Barcelonnette comme point positif.

Cependant, d'autres habitants déplorent le faible nombre de commerces, et le fait que la vallée soit un "désert médical".

#### **g) Autre - 4 propos positifs, 7 propos négatifs**

Le cadre de vie, dont la "nature", est un aspect cité deux fois au marché mais qui revient presque systématiquement quand les habitants abordent les points positifs du territoire. Les réseaux de "locaux" ressort aussi comme important, que ce soit dans l'intégration sociale des nouveaux arrivants ou dans le maintien du tissu associatif.

Malgré ces forces, la vallée de l'Ubaye est aussi vue comme un territoire "dur" en raison de son climat hivernal et de son isolement relatif. Les habitants parlent également de "creux" de plusieurs natures dans la vallée :

- un creux saisonnier, avec un manque de commerces et services accessibles hors saison touristique
- un creux démographique, avec très peu d'habitants dans la tranche d'âge 20-30 ans
- un creux dans le marché du travail, avec des emplois de certaines catégories très peu représentés dans la vallée
- un creux dans le tourisme accessible, l'offre existante tendant vers le tourisme haut de gamme.

## 1.2. Lycée

Dans le cadre de notre *living lab*, nous avons placé les jeunes de Barcelonnette au cœur de notre enquête. Une analyse du territoire réalisée en amont a révélé leur forte présence, notamment en raison de la cité scolaire André Honnorat, qui regroupe près de 500 collégiens et lycéens. Bien que la majorité des élèves proviennent de la vallée, l'établissement accueille également de nombreux internes, principalement originaires de Marseille, grâce à un partenariat spécifique. Ces jeunes, souvent issus de quartiers populaires, résident à Barcelonnette en semaine avant de retrouver leurs familles le week-end. Le directeur de la cité scolaire met en avant un dispositif de classes qualifiées d'excellence, destiné aux élèves ayant démontré de bons résultats scolaires au collège.

En raison de cette forte présence des jeunes sur le territoire, nous avons organisé quatre ateliers à leur intention afin de mieux comprendre leurs attentes et leurs perceptions du territoire. Conscients de la forte présence des jeunes à Barcelonnette, nous avons choisi d'orienter notre enquête vers eux afin d'identifier les leviers d'amélioration de leur qualité de vie.

Nos échanges ont porté sur leur perception du territoire, ses atouts et ses limites, ainsi que sur les aménagements souhaités pour renforcer son attractivité.

### a) Attachements au territoire

Dans un premier atelier, nous avons proposé aux lycéens de remplir une carte des attachements, leur permettant d'exprimer leurs liens avec le territoire. Leur participation a été active, et plusieurs tendances fortes ont émergé.



- **Un attachement au paysage** : la beauté naturelle de la vallée est un élément central pour les jeunes habitants.
- **Une culture sportive marquée** : le ski, en particulier, constitue une activité centrale du territoire, les stations environnantes étant largement fréquentées par la population locale.

Cependant, certains points négatifs sont également ressortis :

- **Une forte dépendance à la voiture** : L'absence de train et le manque de lignes de bus limitent considérablement la mobilité des jeunes.
- **Un déficit d'établissements d'enseignement supérieur** : Barcelonnette ne propose pas d'alternatives pour poursuivre des études après le bac.
- **Un coût de la vie élevé et une animation saisonnière** : En dehors des périodes touristiques, la ville connaît un certain ralentissement, et les jeunes estiment que l'offre d'activités est insuffisante en dehors des sports de plein air.

L'atelier de cartographie a permis de faire émerger un certain nombre de propositions d'amélioration pour le territoire :

- **L'accès aux soins** : une demande récurrente concerne le manque de services médicaux. Actuellement, les habitants doivent se rendre à Gap pour des soins spécialisés, faute d'infrastructures adaptées sur place.
- **La mobilité** : la mise en place d'une piste cyclable le long de la digue permettrait aux jeunes non véhiculés de se déplacer plus aisément. L'amélioration du réseau de transports en commun est également une priorité, plusieurs lycéens suggérant un renforcement des lignes de bus ou même la création d'un téléphérique reliant Barcelonnette aux stations.
- **Les infrastructures sportives et de loisirs** : de nombreux jeunes souhaitent la réouverture du *city-stade* pour pouvoir jouer au football et pratiquer d'autres sports collectifs.

## b) Questionnaire

En complément des ateliers, nous avons diffusé un questionnaire auprès des lycéens afin d'affiner notre analyse. Nous avons recueilli 27 réponses, réparties de la manière suivante :

- 19 lycéens résident chez leurs parents, tandis que 8 sont internes.
- 34,5 % habitent Barcelonnette, 20,7 % proviennent d'une commune extérieure à la vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon, les autres résidant dans diverses communes de la vallée.

Les résultats portent sur des thématiques diverses, à savoir :

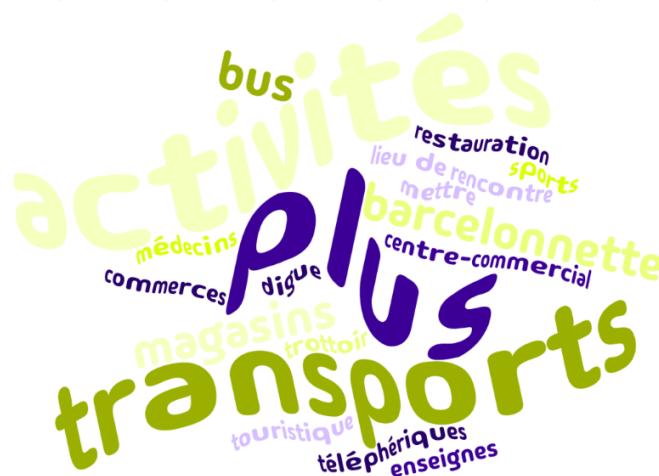
### ❖ Mobilités

Pour se rendre au lycée :

- 30,4 % utilisent les transports scolaires ou en commun
- 28,3 % viennent en voiture
- 23,9 % privilégient la marche

Pour leurs déplacements hors lycée :

- 37,3 % utilisent un véhicule personnel (le leur ou celui de leurs parents)
- 27,5 % se déplacent à pied ou à vélo





Ces résultats illustrent la forte dépendance des habitants à la voiture, un enjeu majeur dans cette région enclavée.

Par ailleurs, à la question "Que faudrait-il mettre en place pour améliorer votre quotidien ?", de nombreuses suggestions ont porté sur la mobilité, avec des propositions similaires à celles retrouvées sur la cartographie participative.

- Davantage de lignes de bus
- Un téléphérique reliant Barcelonnette aux stations de ski

#### ❖ Perspectives d'avenir des jeunes

- 55,6 % des lycéens envisagent de quitter Barcelonnette après le bac pour poursuivre leurs études, un chiffre révélateur du manque d'offres d'enseignement supérieur dans la vallée.
- Seuls 7,4 % comptent rester pour étudier, tandis que 14,8 % souhaitent y travailler après le lycée, notamment grâce aux débouchés offerts par le bac pro vente proposé par la cité scolaire André Honnorat de Barcelonnette.

Néanmoins, 66,7 % des répondants déclarent qu'ils envisageraient de revenir un jour s'installer dans la vallée, illustrant un attachement fort au territoire malgré ses limites.

#### ❖ Atouts, faiblesses et perspectives de la vallée de l'Ubaye

Les principaux atouts identifiés par les lycéens sont :

- Le cadre naturel montagnard (cité par 23 répondants sur 27)
- Le calme et l'isolement (18 répondants), loin de l'agitation des grandes villes

Les principales faiblesses relevées sont :

- Le manque de services essentiels (commerces, santé, éducation, transports).
- Une offre d'activités limitée en dehors des sports de plein air.
- L'insuffisance des transports en commun, renforçant la dépendance à la voiture.



Les échanges avec les lycéens confirment que l'offre de loisirs en dehors du sport est perçue comme insuffisante, ce qui contribue à un sentiment d'isolement, notamment hors saison touristique, et à un sentiment de manque d'attention portée spécifiquement à ce public. De nombreux jeunes nous ont témoigné de leur ennui, de leurs sorties consistant à se rendre au Carrefour de la ville et de "traîner" dans les rues, faute d'un endroit où se retrouver. Cela explique notre volonté de creuser cette problématique dans le cadre de nos expérimentations.

### **1.3. Brigade volante**

La brigade volante avait pour objectifs d'échanger et écouter des habitants sur leur relation au territoire et leurs préoccupations concernant l'habitabilité de la vallée.

- **"On est bien ici, mais il ne faut pas le dire trop fort."**

L'immense majorité des personnes interrogées partagent un attachement à cette "vallée sauvage", et à son "cadre de vie préservé" ; beaucoup se considèrent "privilégiés" d'avoir un tel cadre de vie. Beaucoup ont grandi sur le territoire, sont partis pour les études ou une période d'emploi, puis sont revenus.

La vallée est petite, tout le monde se connaît, ce qui favorise l'entraide, mais aussi l'entre-soi, avec une méfiance subie par ceux qui "ne sont pas d'ici". Dans certaines petites communes, une poignée de familles sont importantes, et il est difficile de composer sans elles, voire d'aller contre elles.

- **"Beaucoup se demandent comment vivre en dehors du tourisme."**

Certaines personnes interrogées soulignent la richesse et la diversité culturelle du tissu associatif, qui permet des rencontres, de l'entraide, et de faire des choses ensemble. Cela est rendu possible par beaucoup d'investissement humain de la part des habitants. Dans les petits villages, cela dépend beaucoup de l'existence d'un lieu où se rencontrer et faire du lien, comme un bistrot.

D'autres déplorent que peu d'artistes locaux soient soutenus, et que le secteur de la culture soit avant tout tourné vers le tourisme.

- **"On sait qu'il y a une crise du logement."**

L'isolement de la vallée et la pression immobilière rendent difficile de s'installer sans connaître le territoire, car il faut réussir à trouver emploi et logement en même temps, sans compter les écoles pour les enfants et les commerces de proximité assez rares en dehors de



Barcelonnette. Les logements secondaires et de tourisme constituent une grande partie du logement de la vallée.

L'installation de nouvelles personnes est de plus limitée par l'offre d'emploi, majoritairement tournée vers le tourisme, avec des emplois peu qualifiés, et peu de perspectives de carrière. Certains choisissent l'auto-entreprenariat, avec des risques financiers, des difficultés d'approvisionnement, et une dépendance au tourisme pour alimenter la clientèle.

- **“Il n’y a pas de train, d’un autre côté, c’est ce qui nous préserve.”**

Il n'existe comme transports en commun que des bus, dont la plupart passe plus souvent aux périodes touristiques. Un train de nuit pour Paris passe à Guillestre, de l'autre côté du col de Vars. Même pour les transports en commun, la voiture est souvent nécessaire pour arriver jusqu'à l'arrêt ou la gare, renforçant l'isolement de la vallée. A part à Barcelonnette, les commerces sont éparés, ce qui rend la voiture nécessaire aussi sur les trajets du quotidien. Cependant, un certain nombre de personnes nous ont fait part du caractère positif associé à cet isolement, à savoir une forme de préservation. Certains ont parfois comparé les stations locales à d'autres stations des Alpes qui subissent un tourisme de masse, comme Courchevel.

- **“Le problème, c’est l’accès à la terre.”**

Les évolutions des pratiques agricoles sont restreintes par des difficultés au niveau du foncier, avec un tissage de relations interpersonnelles de familiarité, voire de famille, qui rendent difficiles les ventes de terre et les préemptions par la SAFER.

Si l'alimentation de proximité satisfait, comme les circuits courts et les marchés, l'offre est assez limitée, et n'est pas à l'échelle des besoins des locaux et des touristes.

#### **1.4. Réunion participative**

L'atelier “réunion ludique et participative” s’est tenu le jeudi 21 novembre, de 18h à 20h, avec pour objectif principal de favoriser les échanges entre les usagers du territoire autour de la question de l'habitabilité. Cette rencontre avait une double vocation : d'une part, enrichir la compréhension des enjeux locaux à travers une série d'ateliers interactifs et, d'autre part, créer un espace de convivialité propice au dialogue et à l'émergence d'idées collectives. L'événement s'est déroulé dans la salle du conseil communautaire, à Barcelonnette.

La structure de la séance reposait sur une progression dynamique alternant des temps de discussion, des exercices interactifs et des moments de synthèse. Après une brève introduction, les participants ont été invités à prendre part à un « portrait chinois », un exercice brise-glace destiné à illustrer la diversité des profils présents et à créer un climat de

confiance. Cette première phase permettait d'ouvrir la discussion et de mettre en évidence la diversité des expériences et des perceptions du territoire.

Le débat mouvant devait ensuite mettre en exergue les tensions et enjeux majeurs du territoire autour de thématiques telles que le logement, la mobilité, l'emploi ou encore les loisirs. Ce dispositif favorise l'expression d'une pluralité de points de vue, tout en identifiant des problématiques prioritaires à approfondir. Nous nous sommes assurés que la méthodologie mise en place permette une participation équilibrée, en veillant notamment à ne pas laisser les figures institutionnelles monopoliser la parole.

La réflexion devait ensuite se poursuivre à travers un "jeu d'effervescence d'idées", visant à concevoir des propositions concrètes en réponse aux problématiques soulevées. Les participants ont été amenés à imaginer des expérimentations à mettre en œuvre sur le territoire, en adaptant les idéaux à la réalité des contraintes locales. Ce travail collaboratif devait mener à une restitution collective, où les propositions les plus pertinentes devaient faire l'objet d'un vote.

L'atelier devait se terminer par un temps d'échange informel autour d'un buffet, favorisant la poursuite des discussions dans un cadre plus détendu. Ce moment était également l'occasion de permettre aux participants d'approfondir certains sujets et de consolider les liens établis au cours de la séance.

Le bilan de cette réunion est révélateur d'un certain nombre d'enjeux propres au territoire. La participation à la réunion a été très faible (3 à 4 personnes). Plusieurs facteurs sont pour nous déterminants pour la réussite d'un tel événement. Tout d'abord, la temporalité de la réunion doit être pensée en fonction du calendrier territorial, en évitant toute concurrence avec d'autres événements fortement ancrés dans la vie locale. Malgré un travail de recensement des activités organisées le même soir dans la vallée, nous n'avons pas réussi à identifier un certain nombre d'événements se déroulant au même moment. Par ailleurs, nous pensons qu'il aurait été plus judicieux de veiller à la neutralité du lieu d'accueil afin de garantir une participation inclusive et de prévenir d'éventuelles tensions liées à l'histoire locale.

Malgré tout, nous avons su faire preuve d'une bonne organisation spontanée et avons su adapter le déroulé initial de la soirée aux conditions réelles. Finalement, cet atelier a été riche en enseignements, lesquels ont pu alimenter le diagnostic initial et faire ressortir des idées d'expérimentations. Le faible nombre de participants a permis des échanges approfondis, nourris par la participation active de chacun.

## 1.5. Bilan de l'effervescence d'idées - sujets retenus

Lors de ces quatre temps, notre groupe a pu se confronter aux nombreux points de vue du territoire de la part de ses différents acteurs (retraités, jeunes, saisonniers, résidents secondaires, agents de la communauté de communes, ...). Parmi les nombreux sujets que recouvre la notion d'habitabilité, quatre sujets ont été retenus comme majeurs.

Le premier enjeu concerne le logement.

Le deuxième enjeu concerne quant à lui la mobilité.

Le troisième enjeu concerne la jeunesse. Les activités et services proposés ne conviennent pas à la majorité des jeunes. En effet, une partie des jeunes, la tranche d'âge des 15-20 ans, souffre de l'absence d'un lieu où se retrouver en dehors du lycée. C'est le cas pour les jeunes habitant Barcelonnette et qui veulent se retrouver en dehors du foyer familial, mais aussi pour les jeunes habitant des communes du territoire, qui ont une tendance naturelle à se retrouver à Barcelonnette, épiscentre de la communauté de communes, et enfin pour les internes, qui sont soumis aux horaires d'ouverture de l'internat et doivent parfois "attendre" plusieurs heures avant de rejoindre leur logement.

Le quatrième enjeu identifié est l'accès à l'information. Il n'est pas question ici de l'accès à l'information touristique qui dispose d'une communication importante par Ubaye Tourisme, mais plutôt de l'accès à l'information pour les habitants quant aux activités et événements à l'année.

## 2. Préparation des expérimentations

---

### 2.1. Choix des thématiques - Réunion élus CCVUSP

Considérant les limites de temps et de ressources allouées à l'atelier, et en accord avec les commanditaires, nous avons décidé de choisir deux thématiques sur les quatre identifiées pour la phase d'expérimentation du *living lab*.

Nous avons donc imaginé quatre pistes d'expérimentations (une par thème), le but étant de pouvoir les comparer et d'en retenir deux, sans pour autant définir précisément leurs modalités de mise en place à ce stade. Nous avons établi des pistes d'expérimentations qui soient non seulement réalisables dans le délai imparti, mais aussi en phase avec nos motivations et nos attentes pour cet atelier.

- **Mobilités** : expérimenter un dispositif de covoiturage.

- **Loisirs des jeunes** : expérimenter un lieu de vie pour les lycéens.
- **Accès à l'information** : expérimenter un outil unique et centralisé de partage de l'information.
- **Logement** : exploiter les logements détenus par les communes pour répondre aux besoins des habitants.

Pour la thématique du logement, nous n'avons pas trouvé de piste d'expérimentation qui soit compatible avec notre échelle de travail tout en répondant aux besoins des habitants. Notre proposition sur ce sujet a donc pour objectif d'informer la CCVUSP sur ce point de tension, et de proposer une piste d'action qu'ils pourraient prendre en main.

En plus des délibérations en interne et avec nos commanditaires, nous avons souhaité présenter ces pistes aux élus de la CCVUSP, à la fois pour arrêter lesquels feraient l'objet d'un travail plus abouti mais aussi pour leur faire un retour sur les points saillants que nous ont remonté les habitants du territoire.

Nous avons donc organisé une réunion avec plusieurs élus de la CCVUSP afin de retenir deux des trois pistes d'expérimentation établies. Finalement, une seule élue ainsi que la technicienne qui nous a accompagnés sur la durée du *living lab* se sont présentées. Nous aurions souhaité rencontrer les élus lors de la semaine de terrain de novembre, mais cela n'a pas été possible car le congrès de maires avait lieu au même moment, la plupart des élus locaux était donc absente lorsque nous étions sur le territoire.

Les quatre thématiques que nous avons identifiées étaient en cohérence avec le travail CCVUSP, qui a également identifié des tensions sur ces sujets de son côté. Pour les trois pistes d'expérimentation, elle a émis les avis suivants :

- **Dispositif de covoiturage** : la CCVUSP alerte qu'une expérimentation sur la mobilité au mois de février (temporalité imposée par le calendrier universitaire) serait faussée car il s'agit de la période de vacances en Ubaye, les besoins en mobilité des habitants sont donc différents et ils ont accès aux navettes touristiques. Un bureau d'étude travaille déjà sur le sujet de la mobilité dans la vallée.
- **Lieu de vie pour les lycéens** : la CCVUSP confirme que la maison des jeunes, ouverte au 11-17 ans, est finalement utilisée principalement par les 11-14 ans. Cette dernière a fermé fin 2024 (peu avant la réunion) à cause du manque de personnel. L'opportunité d'utiliser les locaux vides de la MDJ pour l'expérimentation a donc semblé pertinente. La CCVUSP a également vu un intérêt à pérenniser cette expérimentation à la suite du *living lab*.

- **Accès à l'information** : ce sujet a bien été identifié par la CCVUSP, mais pas marqué comme une priorité. Elle est favorable à ce que le *living lab* s'axe sur cette thématique via un outil numérique de diffusion de l'information.

En raison des difficultés évoquées pour l'expérimentation d'un dispositif de covoiturage en février en Ubaye, nous avons retenu, à l'issue de la réunion, de **poursuivre le *living lab* autour d'expérimentations axées sur les loisirs des jeunes et sur l'accès à l'information.**

## 2.2. Lieu de vie pour les jeunes

Dans le cadre de notre atelier, nous avons réalisé une expérimentation visant à créer un lieu de vie dédié aux jeunes de la Vallée de Barcelonnette âgés de 15 à 20 ans. Ce projet a été élaboré en concertation avec plusieurs acteurs locaux tel que Dominique Pedrocchi, présidente de la Maison des Jeunes (MDJ) de Barcelonnette, Jennifer Dupitier, chargée de mission au pôle solidarités de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon (CCVUSP), ainsi que des représentants de la cité scolaire.

La deuxième sortie de terrain a permis d'identifier la Maison Des Jeunes (MDJ) comme lieu potentiel pour l'expérimentation. Celle-ci est actuellement fermée, mais était à destination d'un public de 11-14 ans. Ce lieu est un lieu identifié par les jeunes, équipé de jeux, canapés, cuisines, etc. Par ailleurs, cette tranche d'âge inclut les 18-20 ans car plusieurs jeunes nous ont fait part de leur frustration au moment du passage à l'âge des 18 ans, ce qui leur empêcherait de continuer de fréquenter leurs amis.

L'objectif de cette expérimentation est double : offrir aux jeunes un espace adapté à leurs besoins, c'est-à-dire un lieu de détente, de socialisation qui permette des activités ludiques et culturelles, mais également tester différentes activités et formats afin d'identifier en collaboration avec eux leurs attentes ainsi que leurs usages de l'espace, en vue d'une éventuelle pérennisation du lieu.

### ❖ Modalités de l'expérimentation

- Public ciblé : Jeunes de 15 à 20 ans. Les collégiens ayant moins de 15 ans ne sont pas conviés à notre expérimentation, conformément aux souhaits exprimés par les lycéens de la cité scolaire de Barcelonnette.
- L'ensemble de l'expérimentation se déroule à la Maison des jeunes de Barcelonnette. Cette expérimentation est prévue lors des vacances scolaires d'hiver, du mardi au jeudi.

Différentes activités sont proposées sur différents créneaux pour accueillir les jeunes : jeux de sociétés, stand-up, cinéma, cuisine etc. Le détail du déroulé de l'expérimentation est disponible en annexe.

#### Mercredi après-midi et soir : atelier cuisine et soirée cinéma

**Objectif** : partager un moment convivial autour d'un atelier cuisine (dans la perspective de permettre aux jeunes de gagner en autonomie en apprenant des recettes de base) puis soirée cinéma.

#### Jeudi après-midi : réflexion sur la gouvernance du projet avec les jeunes

**Objectif** : initier une réflexion sur la gouvernance du lieu de vie

**Activités** :

- Réflexion collective sur l'organisation et l'utilisation du lieu.

#### Jeudi soir : rencontre avec les élus

**Objectif** : présenter aux élus les idées des jeunes et échanger sur la pérennisation du projet.

**Déroulement** :

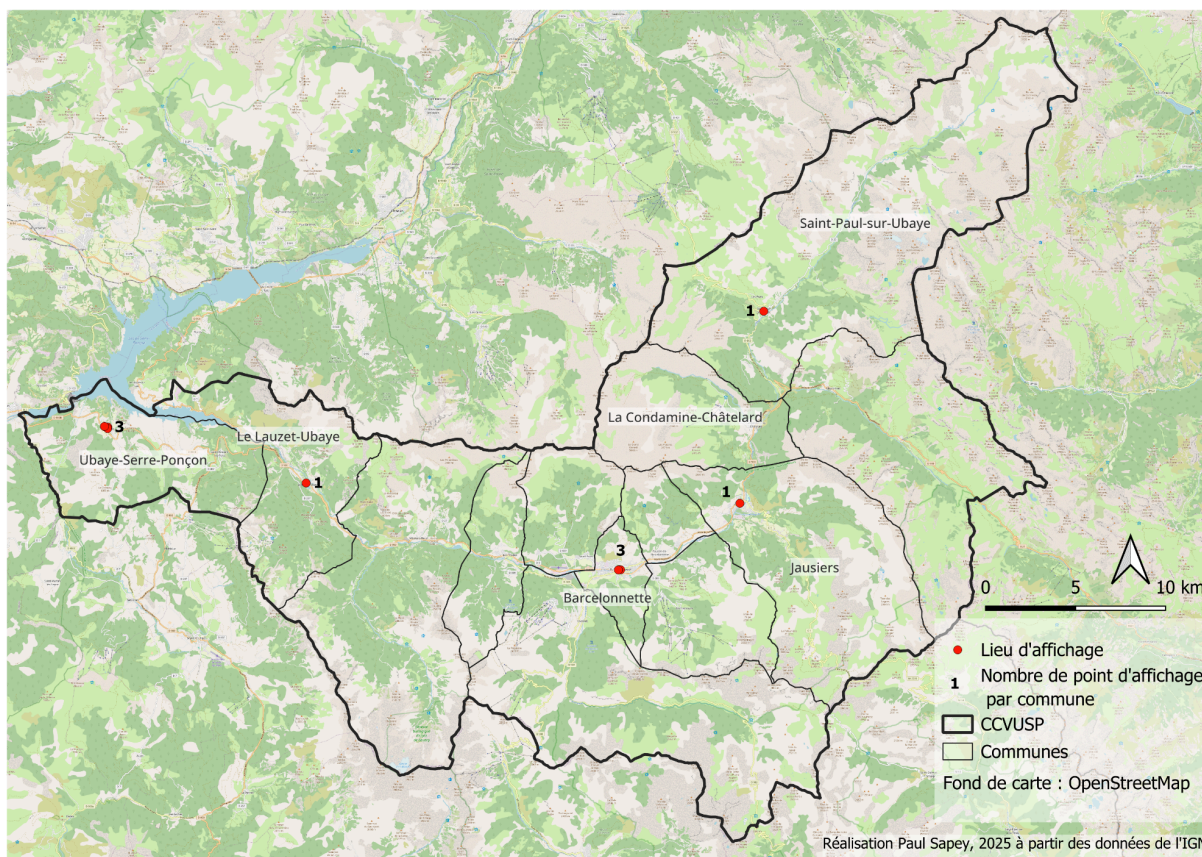
- Restitution des propositions formulées par les jeunes.
- Discussion sur les attentes et la faisabilité du projet.

Cette expérimentation est l'opportunité pour les jeunes de faire entendre leur voix au sujet de leurs conditions de vie dans la vallée, mais aussi de faire émerger des propositions concrètes pour le déploiement d'une initiative de la part des jeunes ou de la communauté de communes.

## 2.3. Accès à l'information

La préparation de l'expérimentation sur l'accès à l'information a été majoritairement réalisée pendant la semaine de terrain de janvier, structurée en 4 étapes.

### a) Lieux d'affichage repérés sur le territoire de la CCVUSP



En premier lieu, nous avons arpenté six communes de la CCVUSP afin de repérer des lieux qui pourraient accueillir les extractions (version papier) de l'agenda numérique, soit principalement des espaces d'affichage public. Les communes cibles sont : Ubaye Serre-Ponçon, Le Lauzet-Ubaye, Barcelonnette, Jausiers, La Condamine-Châtelard enfin Saint-Paul-sur-Ubaye. Cette étape nous semblait importante car l'outil que l'on imagine à pour vocation d'être utilisé par toute la population. Au vu de l'âge moyen sur le territoire, et plus généralement de problématiques d'accès aux outils informatiques, nous avons fait l'hypothèse qu'une version papier de l'outil permettrait d'inclure un maximum de personnes.

Nous avons trouvé plusieurs points d'affichage, dont la fréquence de mise à jour semblait variable.





*Exemple de panneau d'affichage consulté le 21 janvier 2025*

Les lieux d'affichage positionnés près des écoles ou des places centrales nous ont semblé plus pertinents car dans des lieux avec plus de passage que des panneaux plus isolés (cf. carte).

### **b) Stand sur la marché**

Suite au succès rencontré sur le marché lors de notre première semaine de terrain en novembre, nous avons décidé d'y retourner en janvier pour aller à nouveau à la rencontre de la population et pour affiner les besoins en matière d'accès à l'information.

Ce temps nous a permis d'infirmer partiellement l'hypothèse citée plus haut : les personnes âgées rencontrées sur le marché ont affirmé ne pas avoir besoin de version papier de l'agenda car elles avaient déjà accès à des informations événementielles via différents canaux numériques. Bien entendu, l'accès à l'information numérique reste compliqué pour certaines

personnes, mais notre constat nous indique qu'une version papier de l'agenda n'est pas prioritaire et qu'il n'est pas nécessaire d'axer l'expérimentation là-dessus.

Les besoins d'un l'agenda événementiel sont confirmés par les habitants. Ils expriment également un autre besoin non identifié jusqu'ici au sujet d'informations plus permanentes, par exemple sur les aides des institutions pour rénover les logements. Là encore, il ne semble pas prioritaire d'axer notre expérimentation sur ce sujet car de nombreuses informations sont déjà présentes, sur les sites de la CCVUSP par exemple, et cette information ne serait pas forcément rendue plus accessible grâce à un nouvel outil.

### **c) Rencontre avec l'office du tourisme**

Le troisième temps a été de nous entretenir avec l'office du tourisme de l'Ubaye, incarné par l'association Ubaye Tourisme, pour répondre à deux objectifs :

- Comprendre comment se passe la récolte de données sur les événements, car Ubaye Tourisme entretient déjà un agenda événementiel similaire à notre projet mais à destination des touristes.
- Étudier l'articulation possible entre leur agenda touristique et l'agenda "habitants" de l'expérimentation, pour éviter les conflits entre les deux outils, notamment en vérifiant si Ubaye Tourisme a ou non pour objectif d'atteindre les habitant-es permanents avec leur agenda.

Cet échange nous a été d'une grande utilité puisque nous avons rempli nos objectifs et complété nos éléments de diagnostic :

- Notre interlocutrice, qui s'est avérée être une ancienne étudiante de l'IUGA (parcours UPU), nous a appris qu'Ubaye Tourisme est une association indépendante mais financée presque intégralement par la CCVUSP.
- La collecte des informations sur les événements se fait via un formulaire que les structures remplissent directement sur le site de l'office du tourisme. Ce formulaire passe par le système *Apidae*, qui est une plateforme des données touristique utilisée par tous les offices de tourisme de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La licence est payée par la CCVUSP qui a une clef d'accès de plus mais qu'elle n'utilise pas. A ce stade, nous identifions donc *Apidae* comme un système qui pourrait être utilisé pour l'alimentation de notre agenda partagé.
- Ensuite, nous avons discuté du processus de modération des événements, qui est également un point important pour notre outil. Au moment de l'échange, Ubaye

Tourisme était en train de repenser leur charte qui définit les critères de modération. Précédemment, Ubaye Tourisme publiait certains événements destinés aux habitants, mais l'association veut désormais s'émanciper des événements "habitants" pour se concentrer sur son rôle de communication auprès des touristes. La restructuration de leur charte vise à préciser cette limite. La distinction tourisme/habitants souhaitée par Ubaye Tourisme nous semble pertinente et nous confirme que l'agenda prévu par notre expérimentation ne fera pas doublon avec un système déjà existant.

#### **d) Réunion de travail avec des associations**

Pour conclure cette deuxième semaine de terrain, nous avons organisé une réunion de travail avec cinq associations de la vallée.

Comme le marché, cette rencontre a pour objectif d'affiner les besoins en matière d'accès à l'information mais cette fois-ci en entendant le point de vue des structures ayant besoin de communiquer sur leurs événements. De cette réunion ressort les premières réflexions sur le futur agenda avec des acteurs directement concernés.

Premièrement, toutes les associations nous ont confirmé le besoin d'un outil qui centralise l'information. Leur manière de communiquer actuelle via les réseaux sociaux ne leur convient pas et elles voudraient s'en détacher.

Plusieurs points ont été débattus lors de la réunion :

- Le format imaginé par les personnes présentes était celui d'un "programme TV", où il est possible de voir pour le soir même et les jours suivants tous les événements, ce qu'il y a à faire dans la vallée de l'Ubaye.
- En matière de contenu de l'outil - les personnes présentes ont rapporté souhaiter "avoir accès à tout ce qu'il se passe dans la vallée". Ils incluent les sorties de randonnées organisées par les particuliers par exemple, veulent aussi avoir les événements touristiques publiés par l'office du tourisme mais aussi les événements organisés par le bistrot du village.
- Le sujet du contenu soulève deux questions : qui peut publier, et comment publier les événements. Les discussions ont fait ressortir que tous ceux qui ont besoin de communiquer leur événement doivent pouvoir le faire, et facilement. Des associations ayant l'habitude de communiquer leurs événements auprès de l'office du tourisme ont pris l'exemple du formulaire *Apidae*, qui leur convient bien. Il est néanmoins trop long à remplir pour d'autres.

- L'échelle cible vise à déterminer la localisation des événements. Autrement dit, un événement qui n'est pas sur le territoire défini ne pourra pas être publié sur l'agenda. Le périmètre souhaité par les acteurs présents est celui de la vallée de l'Ubaye. Il correspond aux limites administratives de la CCVUSP mais également au territoire vécu par les habitant-es
- La gouvernance de l'outil a également été débattue. La piste d'une autogestion de l'outil par les associations a vite été éliminée pour cause du manque de financement de ce modèle. Une piste envisagée comme plus réaliste inclut une institution dans la gouvernance, ce qui peut être une source de financement mais qui, pour certains, pose également la question de la liberté de publication.

Cette réunion nous a permis de comprendre que la question de la gouvernance est cruciale, à la fois pour le montage de l'agenda mais aussi pour assurer son fonctionnement à terme. Notre plan initial était de matérialiser l'expérimentation en produisant un prototype d'agenda ayant pour but de montrer aux habitants, comme aux structures voulant diffuser leurs événements, quelles fonctionnalités seraient présentes sur l'outil et pour quel usage il serait destiné. Cependant, les expérimentations menées dans le cadre d'un *living lab* ont pour vocation de pouvoir être pérennisées. Pour nous, concentrer nos ressources sur la partie technique de l'outil sans travailler en profondeur sur la question de la gouvernance reviendrait à compromettre la pérennité du projet. En effet, pour pérenniser l'agenda, il faut que le projet soit pris en main par des acteurs locaux à la suite du *living lab*. Nous avons donc décidé, en accord avec l'Adrets, que **l'expérimentation serait constituée d'une réunion ayant pour but de donner les clés du projet à des acteurs locaux qui ont un lien avec le projet.**

### 3. Mise en action des expérimentations

---

#### 3.1. Lieu de vie pour les jeunes

L'objectif de l'expérimentation en lien avec la jeunesse est d'initier la création d'un espace de vie commun pour les jeunes de 15 à 20 ans, où se retrouver entre amis, être au chaud, se divertir, tout en restant autonomes.

La mise en place de cette expérimentation n'a pas eu l'entrain espéré puisque nous n'avons eu aucun jeune durant les différents temps dédiés. Nous avons identifié les éléments qui ont amené à ce résultat.

Tout d'abord nous étions en période de vacances scolaires et donc le public est plus difficile à capter durant ces périodes.

De plus, notre semaine de janvier n'a pas permis de dégager clairement une proposition de la part des jeunes, d'où un sentiment de détachement, la MDJ n'étant pas forcément attractive pour cette tranche d'âge.

Notre communication n'était également pas optimale avec un aspect trop institutionnel via le lycée qui a pu amener une confusion menant également un sentiment de manque d'autonomie. Nous avons essayé de communiquer via les réseaux sociaux mais, là encore, ce public reste difficile à capter.

Le manque de jeunes présents en janvier pour la construction de l'expérimentation peut traduire une motivation non suffisante. Néanmoins notre diagnostic n'est pas remis en question.

Au terme de cette expérimentation, nous avons pu faire une réunion avec la vice-présidente chargée du cadre de vie (Hélène Garcier-Richaud), une technicienne de la CCVUSP (Jennifer Dupitier), l'ADRETS (Noémie Lechat) et la présidente de la MDJ (Dominique Pedrocchi), du mode de gouvernance que pourrait prendre un lieu de vie à destination des 15-18 ans. Il existe plusieurs modes de gouvernance pour des espaces de vie pour des jeunes dont il est possible de s'inspirer, comme les conscrits, qui organisent des projets festifs tout en financent eux-mêmes leurs projets (voir annexe).

### **a) Le lieu**

Pour l'espace physique pouvant accueillir les jeunes, la MDJ paraît être un lieu déjà trop identifié par les jeunes comme accueillant pour les 12-17 ans. De plus, cette maison a son propre fonctionnement et envisage de rouvrir ses portes courant l'été 2025. Cependant elle répond parfaitement aux besoins exprimés par les jeunes. Changer l'image de la MDJ pourrait être une solution pour répondre aux besoins exprimés par les jeunes. Il faudrait laisser des créneaux spécifiques aux 15-18 ans.

### **b) La gouvernance**

Des questionnements sont ressortis notamment sur le degré d'autonomie que les jeunes seraient prêts à gérer. Les jeunes de Barcelonnette, souvent très occupés par les activités sportives, peuvent considérer la gestion de ce projet comme une charge supplémentaire. De plus, les jeunes ont envie d'autonomie mais pas forcément d'être entièrement autonomes. L'envie est plus d'être encadrés par un adulte responsable, sans être soumis à un



encadrement fort et descendant. Il y a là un enjeu de préparation à l'autonomie pour les jeunes qui quittent le foyer familial pour partir étudier ou pour travailler.

Pour la gouvernance et la mise en place d'un lieu comme celui-ci, il est essentiel d'identifier des jeunes motivés et moteurs qui peuvent être force de proposition et de mobilisation d'autres jeunes.

Une solution de créer une salle juxtaposée à la MDJ dans la bibliothèque serait une solution pour laisser de l'autonomie aux jeunes en laissant un adulte à proximité. Cependant cette option ne serait pas envisageable à court ou moyen termes car elle est actuellement occupée par des employés de la médiathèque.

Malgré une expérimentation qui n'a pas permis de rassembler des lycéens pour imaginer un lieu de rencontre pour les jeunes, le besoin d'un tel lieu n'est pas remis en question. Nous avons donc dû travailler sur différents types de scénarios possibles pour répondre aux différents enjeux soulignés par cette expérimentation.

### 3.2. Élaboration des scénarios

Pour élaborer les scénarios de manière optimale, les retours des jeunes rencontrés en novembre et janvier ainsi que ceux issus de la réunion du 13 février 2025 avec les acteurs du territoire ont été pris en compte. Suite à cela, 7 critères utiles à l'élaboration du lieu ont été identifiés :

- **Lieu** : Deux types de lieux ont été identifiés. D'une part, des locaux existants appartenant à une structure, tels qu'un local de la communauté de communes ou de la MDJ. D'autre part, il existe des lieux actuellement inexploités qui pourraient être aménagés pour ce projet.
- **Gouvernance** : La gouvernance fait référence à l'organisation structurelle que pourrait adopter le lieu, telle que la création d'une association ou encore le portage par la communauté de communes ou la MDJ. Elle ne concerne pas la gestion du lieu.
- **Animateur** : Selon le modèle de gouvernance choisi, se pose la question de la nécessité de la présence d'un animateur pour accompagner les jeunes dans la gestion quotidienne.
- **Horaires d'ouverture** : Les horaires d'ouverture dépendent de la gestion du lieu et des retours des jeunes sur leurs préférences en termes de créneaux horaires.

- **Échéance** : La faisabilité de ces nouveaux lieux a été évaluée selon trois échéances : court, moyen et long terme. Cette estimation repose sur la présence ou non d'un lieu existant et sur le type de gouvernance envisagé. Si un nouveau lieu doit être trouvé et qu'il est nécessaire de créer une nouvelle association, les délais pour établir un projet semblent plus longs.
- **Tranche d'âge concernée** : Les âges des jeunes varient selon les scénarios envisagés. Par exemple, la MDJ ne peut accueillir que des jeunes de moins de 18 ans. Ainsi, l'âge d'accueil peut varier en fonction du type de gouvernance choisi.
- **Préférence** : Ce critère est issu de l'ensemble des éléments précédents, ainsi que des échanges réalisés avec les lycéens de la Cité scolaire André Honnorat de Barcelonnette pendant la semaine de terrain de janvier (du 21 au 24 janvier 2025). Il prend également en compte les entretiens avec la vice-présidente en charge du cadre de vie, la cheffe de service solidarité de la communauté de communes de la vallée d'Ubaye Serre-Ponçon et la présidente de la Maison Des Jeunes, en février (le 13 février 2025).

L'ensemble des critères pour chaque scénario est disponible en annexe.

Les scénarios ci-dessous présentent différentes approches de création d'un lieu de vie destiné aux jeunes (gouvernance et gestion). Avant d'envisager la mise en place de l'un de ces dispositifs, il est préférable d'évaluer les ressources financières, humaines et techniques disponibles au sein de la collectivité, ainsi que celles de la MDJ. Par ailleurs, pour bien comprendre les besoins, attentes et motivations des jeunes, il est essentiel de poursuivre le dialogue avec les jeunes afin d'évaluer leur volonté d'implication et de privilégier le scénario le plus adapté en fonction du contexte territorial.

Dans les scénarios suivants, une distinction est faite entre gouvernance et gestion. La gestion du lieu fait référence aux aspects pratiques tels que les horaires d'ouverture, les activités proposées, et l'aménagement intérieur. En revanche, la gouvernance est définie comme le responsable du lieu, celui qui élabore les règles de fonctionnement et intervient en cas de besoin.

### **a) Scénario 1 : Portage institutionnel**

Dans ce scénario, la communauté de communes assume la gouvernance du lieu. Cela signifie que la communauté de communes a de fortes responsabilités pour l'entretien des lieux, la prise de décision, et l'administration du lieu (assurances, règlement...). Toutefois, il est



important de noter que dans ce scénario, la communauté de communes n'a pas de présence physique sur le lieu. En effet, il n'y aurait pas de présence d'animateur ou d'encadrant. Le lieu serait ouvert et fermé par les jeunes via un système de boîte à clés par exemple. Dans ce contexte, la communauté de communes interviendrait uniquement pour vérifier l'état du local ou sur demande des jeunes, en cas de besoin.

Quelques points de vigilance sont à prendre en compte. La communauté de communes joue un rôle clef dans la gouvernance et l'élaboration du règlement (elle a toujours le pouvoir d'émettre des sanctions en cas de forte dégradations) mais s'engage à laisser une forte autonomie aux jeunes en n'intervenant que sur demande des jeunes. Quant aux jeunes, ils s'engagent à respecter le règlement établi par la communauté de communes afin de pouvoir faire perdurer le lieu de vie. Ce format permet aux jeunes d'être accompagnés et de ne pas être effrayé par la question de la gouvernance d'un tel dispositif, et ainsi leur permettre de venir plus facilement dans ce lieu.

Cependant, pour mettre en œuvre cet espace, la communauté de commune doit rechercher un nouveau lieu, ce qui pourrait constituer un frein lors du démarrage du projet. Légalement, cela se caractérise par la recherche d'un lieu répondant aux normes Etablissement Recevant du Public (ERP). Dans ce scénario, la communauté de communes reste responsable en cas d'accident, d'incendie, d'assurances... Cela peut constituer un potentiel frein.

Ce scénario est l'un de ceux qui reflète le plus les échanges durant nos résidences sur le territoire de la Vallée de l'Ubaye Serre Ponçon. Ce format offrirait à la communauté de communes l'opportunité d'être initiatrice, en lui donnant pleine autorité sur le choix du lieu, la gouvernance et les règles. Celui-ci correspond également aux attentes des jeunes, qui ont exprimé le souhait de pouvoir se réunir dans un espace où ils ne se sentent ni contrôlés ni surveillés. En effet, d'après certains jeunes, "la MDJ c'est pas super, car il y a l'animateur qui nous surveille, on se sent pas super libre et les activités proposées ne sont pas pour nous". Étant porté par la communauté de communes, le lieu de vie a davantage de chances de voir le jour et de perdurer. En effet, lors des échanges avec les jeunes, il est apparu qu'ils ne savaient pas comment concevoir un tel espace ni à qui s'adresser. La force de ce scénario réside dans l'engagement de la communauté de communes, qui offrirait un cadre structuré.

Ce scénario peut présenter des variantes, par exemple avec une gestion plus encadrée par la CCVUSP, via la présence d'un encadrant. Le rôle de cet encadrant serait à minima d'ouvrir et de fermer le lieu, selon les choix de la communauté de communes. Celui-ci pourrait être plus ou moins présent sur place afin d'aider les jeunes en cas de difficulté.

## **b) Scénario 2 : Construction de l'autonomie**

Ce scénario représente celui où l'autonomie des jeunes serait la plus marquée. En effet, la communauté de communes n'intervenant ni dans la gouvernance ni dans la gestion du lieu, les jeunes seraient amenés à apprendre à gérer et gouverner le lieu via la création d'une association. Ainsi, la CCVUSP laisserait l'association rechercher le local par ses propres moyens. Toutefois, elle pourrait prêter le local à l'association, mais n'interviendrait pas dans la gestion du lieu. Le lieu serait ainsi géré par les jeunes et l'association, qui déterminerait également les horaires d'ouverture, le règlement... C'est un scénario qui demande un fort engagement de la part des jeunes, ce qui peut aussi créer un frein et entraîner la non-réalisation du projet. Toutefois, la motivation et l'autonomie permettent aux jeunes de créer un lieu qui leur ressemble et correspond. Il est donc important de rappeler que pour mettre en place ce scénario, il serait essentiel de consulter les jeunes et d'évaluer leur volonté d'implication, afin de déterminer s'ils sont prêts à créer une association et à assumer la gestion et la gouvernance. Le projet pourrait manquer de pérennité en raison de l'essoufflement de la motivation, notamment si les jeunes motivés quittent la vallée après le lycée.

Ce scénario peut s'apparenter à celui des conscrits qui est par exemple utilisé dans le territoire du Val Dauphiné en Isère (communes de Dolomieu, Chapelle de la Tour, Faverges de la Tour, Corbelin, Rochetoirin). Les conscrits sont des jeunes de 17-20 ans d'une même ville ou village qui se regroupent en association, l'objectif étant de créer des moments de convivialité entre les membres de l'association. Ils sont également investis dans les événements de la commune en participant à la fête de villages, fête foraine pour faire venir et attirer les jeunes à ce type d'événements. L'association est autonome. Pour qu'elle puisse fonctionner, elle organise des événements comme des tournois sportifs, bals, ventes de pâtisseries afin de récolter des fonds. Ce format permet d'intégrer les jeunes dans les événements locaux et répondre à un de leurs souhaits : "on aimerait faire des choses lors des événements comme durant la fête mexicaine, où nous pourrions participer à animer des choses ou participer à la mise en place" d'après une lycéenne de la cité scolaire André Honnorat de Barcelonnette.

Concernant ce scénario, le principal frein semble être la recherche d'un nouveau lieu qui peut s'avérer être compliqué, surtout lorsque se sont des jeunes âgés entre 15 et 20 ans. De plus, ce scénario nécessite de la part des jeunes une bonne connaissance des contraintes réglementaires, en particulier concernant la création de l'association, mais aussi en matière de finances, d'assurances, etc.

### **c) Scénario 3 : L'union fait la force**

Ce scénario propose un copilotage entre un représentant de la CCVUSP/MDJ et des représentants des jeunes, sur une base volontaire. Ainsi, ce copilotage permet de définir la charte, le règlement et installe une relation de confiance avec les jeunes. Des réunions régulières du comité de pilotage permettent de faciliter l'adaptation du règlement et la réponse aux besoins/attentes des jeunes, tout en réduisant les moyens humains nécessaires. Le rôle du représentant de la communauté de communes ou de la maison des jeunes est d'accompagner les jeunes dans la gestion de l'espace, dans la gouvernance, dans le but de les aider à atteindre l'autonomie. Toutefois, l'accès au lieu sera assuré par les jeunes via un système de boîte à clés. Le représentant n'a pas besoin d'être présent en continu, mais pourrait intervenir en cas de sollicitation des jeunes.

Ce scénario permet aux jeunes d'acquérir de l'autonomie tout en étant accompagnés. Quant à la structure responsable, ce modèle leur permet d'avoir un regard sur les activités du lieu. Il offre ainsi aux jeunes l'opportunité de s'impliquer dans la gouvernance et la gestion du lieu.

Légalement la CCVUSP ou la MDJ serait responsable en cas d'accident, d'incendie, d'assurances et le lieu doit donc répondre aux normes ERP.

Ce scénario est pour nous le plus adapté au contexte de la communauté de commune de la Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon. En effet, lors des échanges avec les jeunes de la cité scolaire André Honnorat de Barcelonnette, il est ressorti la volonté de posséder un lieu dédié à leur tranche d'âge (15-20), où il est possible de se retrouver, de faire des activités tout en étant en autonomie ainsi sans encadrant présent en continu. Ce format offre une gouvernance partagée ce qui permet aux jeunes de se sentir plus responsables et impliqués dans le projet.

### **d) Scénario 4 : Adaptation de la MDJ**

Dans ce scénario, la MDJ gère et anime des créneaux dédiés aux 15-18 ans, avec des horaires d'ouvertures adaptés à leurs besoins (fin de journée et samedi). Ce modèle s'appuie sur la MDJ déjà existante, mais s'adapte aux besoins spécifiques des jeunes de 15-18 ans. Les activités sont réparties en fonction de deux groupes d'âges distincts (11-14 ans et les 15-18 ans), afin de proposer des activités plus ciblées et adaptées à leurs attentes. Les créneaux pour les 15-18 ans ne seraient pas forcément structurés autour d'activités préétablies, mais seraient plutôt des moments d'accueil où les jeunes peuvent choisir entre participer à des activités ou simplement se détendre, échanger avec leurs camarades ou prendre du temps pour eux.

Cependant, ce modèle offre peu d'autonomie aux jeunes. Il leur permet toutefois d'avoir un espace dédié. Un risque potentiel serait que les horaires ne correspondent pas aux attentes des jeunes du territoire.

De par l'existence de la MDJ, les normes légales ne seraient pas une contrainte car la structure accueille déjà ce type de public.

En conclusion, le scénario "l'union fait la force" nous semble être le plus approprié dans le contexte de la communauté de communes de la Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon. Cependant les scénarios ne sont pas fixes et peuvent évoluer comme par exemple du passage du scénario portage institutionnel au scénario construire l'autonomie. Cette transition se caractérise par un accompagnement de la CC auprès de l'association jeunes afin de leur laisser la gouvernance sur le long terme.

### 3.3. Accès à l'information

Dans le but de donner les clés du projet à des acteurs locaux, nous avons organisé, le jeudi 13 février 2025 à 13h, une réunion avec des membres de la CCVUSP et des représentants d'associations de la vallée. Notre hébergement étant spécialisé dans l'accueil de groupes universitaires, nous avons pu bénéficier d'une salle de réunion directement sur place.

12 représentants et représentants d'associations se sont présentés, ainsi que trois personnes de la CCVUSP dont une vice-présidente. Ayant prévu une réunion de 3h, nous avons travaillé le rythme de cette dernière avec des moments conviviaux, pauses, temps "descendants" et temps plus participatifs pour maintenir l'attention des participants.

Durant les premières minutes de la réunion, les participants se sont présentés au travers d'un jeu où chacun devait choisir une carte leur évoquant "l'état actuel de l'accès à l'information dans la vallée de l'Ubaye". Tous les avis ont convergé autour de la difficulté, voire l'impossibilité, d'obtenir une vue synthétique et/ou instantanée des événements dans le territoire. Cela conduit à passer à côté de beaucoup d'événements, ou à l'organisation d'événements en concurrence le même jour, autant d'aspects désagréables qui pourraient être évités.

#### a) Introduction de la réunion

Dans un premier temps, nous avons présenté notre démarche de travail, qui correspond à un atelier, sa temporalité, et le contenu d'un *living lab*. Nous avons également présenté nos conclusions de la première phase du *living lab* ayant mené aux 4 thématiques identifiées (le loisir pour les jeunes, le logement, la mobilité, l'accès à l'information). Cela nous a permis de

faire une transition vers les deux thématiques retenues, puis la semaine de préparation des expérimentations.

## **b) Éléments méthodologiques**

Nous avons présenté la méthodologie que nous avons établie pour le montage d'un agenda collectif, sous forme des grandes questions à se poser lors du processus :

- A qui est destinée l'information ?
- Quel outil d'accès à l'information ?
- Quelle échelle ?
- Qui met en œuvre l'outil ?
- Les moyens financiers ?
- Comment mettre en place l'outil ?

Le travail de terrain (réunions, entretiens, présence sur le marché) a permis d'apporter des éléments de réponse, qu'ils proposent pour les trois premières questions :

- L'agenda est accessible à toutes et tous. L'information vise principalement les habitants de la vallée, tout en restant appropriable par tout un chacun.
- L'agenda présente, sous forme numérique, les événements de la vallée. Il est alimenté par les associations et les acteurs culturels, sportifs et économiques du territoire, appelés "communicants". Limiter l'agenda à la consultation (pas de commentaires, de forum) permet de simplifier la modération. Enfin, l'agenda n'est pas un doublon de celui d'Ubaye Tourisme, qui lui est dédié aux informations touristiques.
- Les événements proposés ont lieu dans un périmètre géographique dans lequel les habitants ont l'habitude de se déplacer, soit celui de la CCVUSP. Des cas atypiques sont à prévoir, par exemple les événements organisés en dehors du périmètre par un acteur du périmètre.

Nous avons présenté ces éléments de réponses comme des propositions faites à partir de notre travail de terrain. Ils ont été validés par les participants.

## **c) Présentation des scénarios de gouvernance**

La conception, la réalisation et le déploiement d'un outil n'est pas un processus magique mais relève de la gestion de projet. Au-delà des aspects purement techniques, la gestion et la gouvernance d'autant plus complexe que l'outil se veut partagé.

La question “Qui met en œuvre l'outil ?” contient en fait plusieurs sous-questionnements : qui définit le cahier des charges ? On décide comment ? Qui développe quoi ? Comment édicte-t-on les règles, qui les fait respecter ? Qui prend en charge quels coûts ? Ce ne sont qu'une partie des questions qu'il s'agit de se poser, et chacune a plusieurs réponses possibles, ce qui conduit à un nombre de "solutions" très (trop) difficile à appréhender.

Afin d'éviter le vertige de la page blanche et continuer à avancer, nous avons pris le parti de construire **5 scénarios**, archétypaux mais plausibles, que nous comptons soumettre à l'étude des acteurs associatifs locaux et des élus et agents de la CCVUSP.

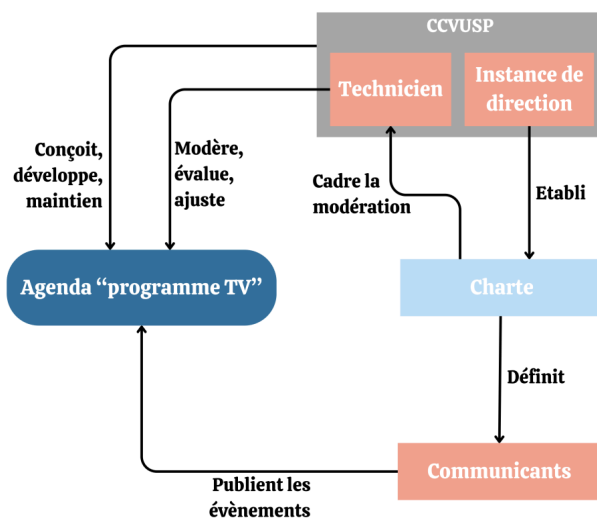
Ces scénarios sont présentés sous forme de schémas qui, sous une apparence parfois complexe, illustrent des logiques d'engagement et de participation différentes. Il faut noter que si certains éléments (notamment techniques) seront nécessaires à arbitrer dès le début, d'autres se construiront dans le temps, au fur et à mesure, et seront sûrement ajustés en fonction des envies ou des possibilités des uns et des autres.

Intégrée aux schémas suivants, nous proposons une évaluation selon six critères, subjectifs et perfectibles, qui permet de guider l'analyse de ces scénarios en soulignant les aspects positifs et négatifs (de rouge vif à vert foncé) ainsi que les alertes (gris foncé).

Précisons que sont dénommés “initiateurs” les associations et autres parties prenantes à la création de l'outil, et “communicants” les associations et acteurs culturels, sportifs et économiques du territoire qui utiliseront l'outil afin de communiquer toute information sur les événements qu'ils/elles organisent.

## SCÉNARIO 1

## Tuteurage institutionnel



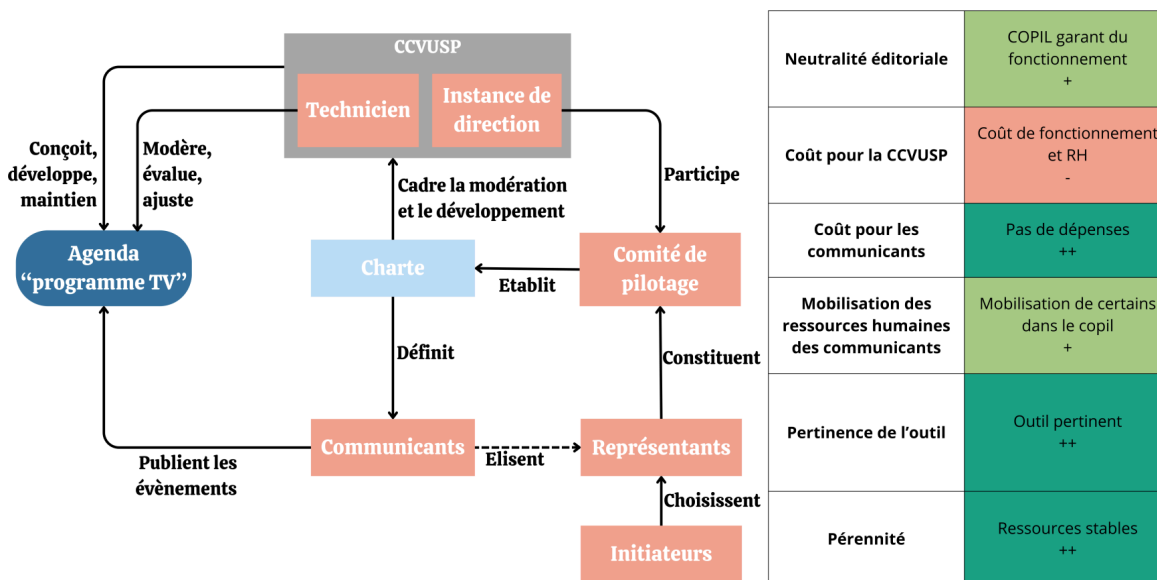
Neutralité éditoriale	Influence de la CCVUSP -
Coût pour la CCVUSP	Coût de fonctionnement et RH -
Coût pour les communicants	Pas de dépenses ++
Mobilisation des ressources humaines des communicants	Simple publication d'événements ++
Pertinence de l'outil	Communicants pas impliqués dans la charte -
Pérennité	Ressources stables ++

Dans le scénario 1 "Tuteurage institutionnel", la CCVUSP mobilise ses moyens humains, financiers et techniques pour ouvrir un agenda public alimenté par des associations et acteurs sportifs, culturels ou économiques du territoire. Une charte de fonctionnement est établie par un Comité de pilotage composé de membres de la CCVUSP et de représentant-es des associations et acteurs culturels, sportifs et économiques du territoire. Ce CoPil est garant du respect des règles de la charte par toutes les parties, évalue le fonctionnement, arbitre les évolutions de nouveaux outils, mobilise de nouveaux acteurs...



## SCÉNARIO 2

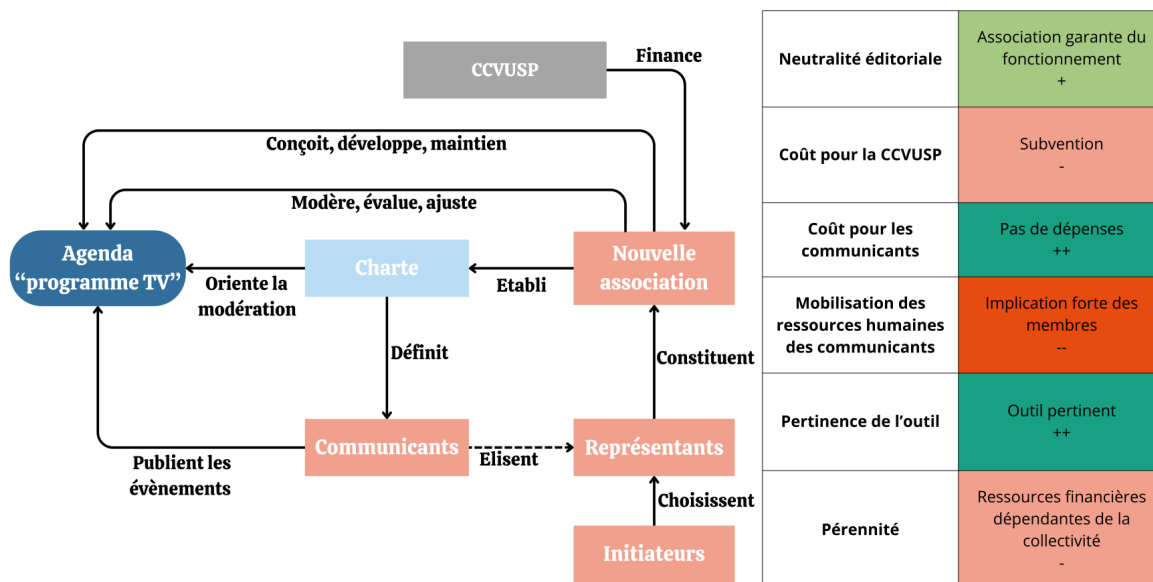
## Gouvernance hybride



Dans le scénario 2 "Gouvernance hybride", la CCVUSP mobilise également ses moyens humains, financiers et techniques pour ouvrir un agenda public alimenté par des associations et acteurs sportifs, culturels ou économiques du territoire. Mais la charte de fonctionnement est établie par un "Comité de pilotage" composé de membres de la CCVUSP et de représentant-e-s des associations et acteurs locaux. Ce CoPil est garant du respect des règles de la charte par toutes les parties, évalue le fonctionnement, arbitre les évolutions de nouveaux outils, mobilise de nouveaux acteurs... Il est le cœur décisionnaire du dispositif.

### SCÉNARIO 3

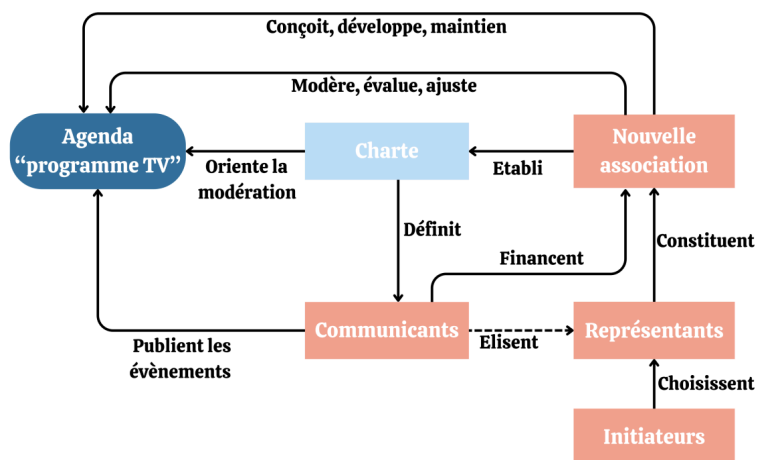
### Jeune pousse sur un sol fertile



Dans le scénario 3 "Jeune pousse sur un sol fertile", une association nouvelle dédiée au dispositif est créée. Constituée par les associations et les acteurs culturels, sportifs et économiques du territoire, elle est chargée de concevoir, de développer et de maintenir l'outil d'agenda partagé. Elle établit elle-même la charte de fonctionnement et accueille ses nouveaux membres. La CCVUSP soutient financièrement cette nouvelle association mais ne prend pas part à son fonctionnement.

## SCÉNARIO 4

## La main à la pâte

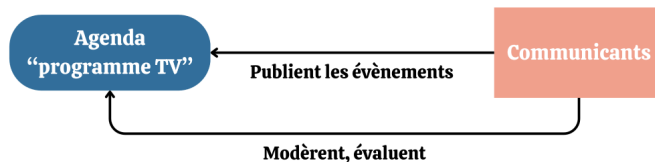


Neutralité éditoriale	Pas d'influence de la CCVUSP ++
Coût pour la CCVUSP	Pas de dépenses ++
Coût pour les communicants	Gestion -
Mobilisation des ressources humaines des communicants	Implication forte des membres --
Pertinence de l'outil	Outil pertinent ++
Pérennité	Refus de certains acteurs --

Ce scénario 4 "La main à la pâte" est fonctionnellement identique au précédent, excepté le fait que le financement nécessaire au développement, au maintien, à l'évolution et à la modération du calendrier est entièrement assumé par des communicants, sans soutien de la CCVUSP qui s'occupe uniquement de l'agenda Ubye Tourisme. Cela implique une totale indépendance éditoriale, mais un engagement important pour les communicants, en terme humain comme financier. Certains acteurs doutent déjà de la pérennité de ce scénario.

## SCÉNARIO 5

## De gré à gré



Neutralité éditoriale	Pas d'influence de la CCVUSP ++
Coût pour la CCVUSP	Pas de dépenses ++
Coût pour les communicants	Intégralement à la charge --
Mobilisation des ressources humaines des communicants	Implication forte des membres --
Pertinence de l'outil	Pas de modération --
Pérennité	Refus de certains acteurs --

Dans ce scénario 5 "De gré à gré", une ou plusieurs structures choisissent de créer un agenda sans instance de coordination particulière, où les communicants s'organisent de manière informelle pour le développement, la modération, la maintenance d'un outil. L'indépendance éditoriale est totale. Ce scénario semble en apparence simple, mais il faut noter que toutes les actions sont entreprises par les communicants sans coordination formelle préalable. Tous les coûts de conception, de développement et de maintenance reposent intégralement sur les communicants qui s'impliqueront, le temps qu'ils s'impliqueront. Certains acteurs doutent déjà de la pérennité de ce scénario.

Après cette présentation en bloc, pour des raisons d'efficacité il est proposé de n'étudier que **3 scénarios** parmi les 5 présentés, ceux que les participants considèrent dignes d'être travaillés dans l'atelier qui suit, afin d'en déterminer les points forts comme les points faibles, ainsi que les questionnements qu'ils induisent.

Le vote à mains levées donne pour résultat :

- **Scénario 1 : 7 voix**
- **Scénario 2 : 14 voix**
- **Scénario 3 : 14 voix**
- Scénario 4 : aucune voix
- Scénario 5 : aucune voix

Les participants sont dès lors séparés en trois groupes, lesquels analysent successivement chacun des scénarios 1, 2 et 3. A la suite de cet atelier d'environ 3x10 minutes, nous restituons la synthèse rapide des points forts, des points faibles et des questionnements relevés pour chaque scénario.

❖ **Scénario 1**

- Points forts :
  - lisibilité
  - confort
  - coûts faibles pour les communicants
  - support existant (site de la CCVUSP)
- Points faibles :
  - faible valeur ajoutée par rapport à la situation existante
  - faible implication des communicants.

❖ **Scénario 2**

- Points forts :
  - équilibre du fait de la présence d'un copil
  - possibilité de consensus dans le mode d'édition
  - la variété des profils au sein du copil permet de nourrir le débat
  - adaptabilité du scénario : possible délégation d'une partie du coût de fonctionnement à une association (Ubaye Tourisme)
  - plateforme existante et fonctionnelle (site de la CCVUSP)
  - peu de coûts
  - charte collaborative
- Points faibles :
  - "censure" possible par l'institution de manière plus ou moins officieuse
  - requiert un investissement initial en temps pour établir la charte, ce qui nécessite la disponibilité de toutes et tous
  - la diversité des membres peut amener à des blocages, une forte volonté de travail coopératif est nécessaire
- Questionnements :
  - un-e acteur-ric-e dispose-t-il d'un droit de veto ?
  - qui tranche en l'absence de consensus/consentement ?
  - qui est responsable ?
  - qui sont les initiateur-rices ?
  - le budget est-il suffisant ?
  - si le copil prend des décisions, seront-elles réalisables ?

- qui mobilise les communicants ?
- qui donne les codes d'accès aux communicants pour qu'ils puissent publier leurs évènements ?

### ❖ **Scénario 3**

- Points forts :
  - aspect participatif fort
  - moindres dépenses pour les acteurs (ce qui favorise la pérennité)
  - possibilité d'éviter la création d'une nouvelle association en déléguant les tâches à une association existante
- Points faibles :
  - la création d'une nouvelle association nécessite beaucoup de travail et une grande mobilisation de bénévoles.
- Questionnements :
  - y a-t-il d'autres sources de financement que la CCVUSP ?
  - quel est le droit de regard de la CCVUSP ?
  - comment associer la nouvelle "compétence" à une association existante?

### **d) Calendrier**

Pour s'assurer que le projet soit mené à son terme, afin que les différents acteurs s'impliquent pleinement, il s'agit de définir un horizon temporel.

Nous arrivons aux limites de l'exercice, ayant le rôle d'amorcer le projet mais n'étant pas nous-mêmes les gestionnaires du projet. Toutefois, nous identifions une séquence d'étapes-clés :

- l'écriture, puis la validation de la Charte
- l'ouverture de droits d'écriture sur l'agenda et l'abondement en événements par les structures initiatrices
- la publication de l'agenda et sa promotion auprès des habitants et des acteurs culturels, sportifs et économiques du territoire
- l'évaluation à 6 mois et à 1 an de l'outil.

### **e) Conclusion**

Nous avons remercié chaleureusement les personnes présentes pour leur participation active, et plus généralement les ubayens pour leur accueil.

Nous faisons le constat que le territoire possède toutes les ressources pour répondre à un besoin largement identifié tant par les habitants, les acteurs associatifs locaux, que les institutions. Il n'existe pas d'obstacle technique ou réglementaire pour faire émerger un outil simple et accessible au public pour répondre à ce besoin.

La CCVUSP propose d'organiser une prochaine réunion en mars-avril, dans le même périmètre, pour avancer sur la réalisation de cet agenda partagé, proposition chaudement accueillie par l'assistance.

La réunion se termine à 15h55 autour d'un goûter convivial, propice aux discussions informelles.

### 3.4. Suite prise en main CCVUSP

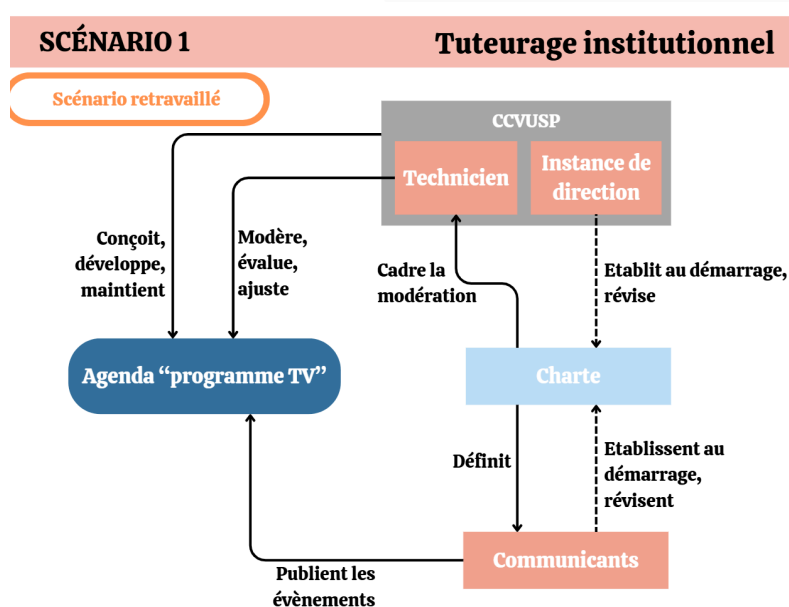
Suite à l'atelier de travail de cette réunion, nous avons retravaillé les scénarios pour prendre en compte les questions, les remarques, les points forts mais surtout les faiblesses partagées par les participants pour chaque scénario. Ils ont été envoyés aux participants en même temps que le compte-rendu.

#### a) Scénario 1

Lors de la réunion du 13/02, il est ressorti que ce scénario était trop pyramidale et qu'il y manquait de contrepouvoir.

La version retravaillée prévoit que la charte soit issue d'un travail collaboratif entre la CCVUSP et les communicants, qui pourraient également se réunir périodiquement pour réviser la charte.

Le fonctionnement quotidien est assuré intégralement par la CCVUSP. Les avantages de coûts pour les communicants, de simplicité et de lisibilité de la gouvernance, relevés lors de la réunion, sont donc maintenus.





Ce scénario est celui où les communicants sont le moins impliqués, ce qui peut être vu comme un avantage (limite des conflits, moins de travail) ou comme un inconvénient (moins de débat, perte de l'expérience des communicants)

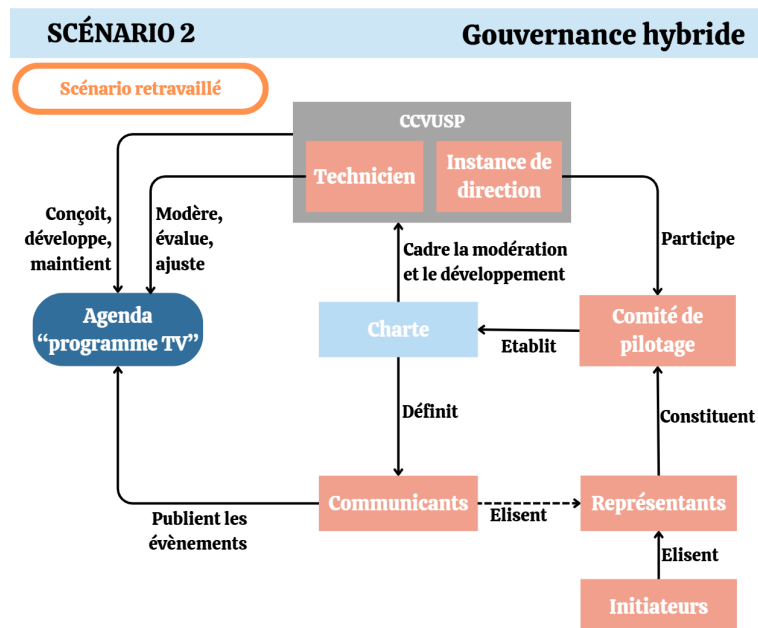
## b) Scénario 2

Le principe général ne change pas par rapport au scénario présenté en réunion le 13/02.

Les questionnements apportés par la réunion permettent de détailler le fonctionnement du scénario, et surtout du copil.

Un bon fonctionnement du copil permet de limiter les risques identifiés comme points faibles de ce scénario, comme la "censure" et le blocage des décisions.

Les autres points faibles cités sont relatifs à l'investissement en temps nécessaire pour le lancement du projet. Selon nous, cet investissement est nécessaire pour la co-construction de la charte entre la CCVUSP et les communicants. Le scénario 1 mobilise moins les communicants.

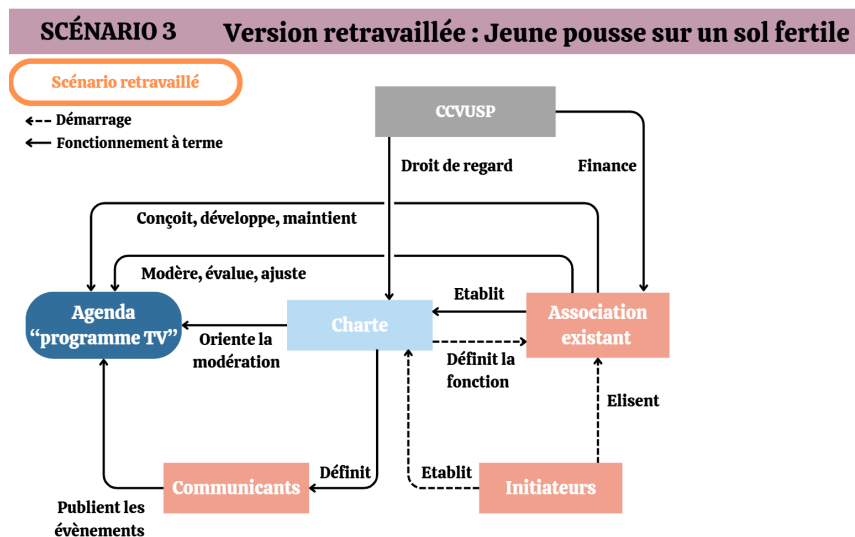


## c) Scénario 3

La création d'une nouvelle association était considérée comme un frein par les participants, en vue de la charge de travail que cela engendre.

Ce scénario retravaillé permet d'inclure un droit de regard de la CCVUSP sur la Charte, ce qui a été relevé comme nécessaire compte tenu du financement apporté par l'institution.

De plus, les initiateurs élisent ici une association (existante) pour diriger



l'agenda "programme TV" pour être financée par la CCVUSP. En parallèle, les initiateurs établissent la Charte sous le regard de la CCVUSP pour définir le rôle de l'association vis-à-vis du "programme TV".

Une fois cela fait, c'est à l'association élue de modifier la Charte si besoin sous le regard de la CCVUSP.

Suite à l'envoi des nouveaux scénarios joints au compte-rendu de réunion, notre mission s'achève sur ce projet. Nous faisons le constat que le territoire possède toutes les ressources pour répondre à un besoin largement identifié tant par les habitant-es, les acteurs associatifs locaux, et les institutions. Il n'existe pas d'obstacle technique ou réglementaire pour faire émerger un outil simple et accessible au public pour répondre à ce besoin.

La CCVUSP propose d'organiser une prochaine réunion en mars ou en avril, dans le même périmètre, pour avancer sur la réalisation de cet agenda partagé, proposition chaudement accueillie par l'assistance.

## IV. Conclusion

La création d'un *living lab* territorial était un processus nouveau pour la plupart des membres de l'équipe. Nous avons appris qu'un *living lab* permettait de bien s'imprégner du territoire et d'en comprendre les problématiques vécues par les habitants. Il s'agit d'un travail conjoint avec le public du territoire, qui leur donne un pouvoir d'agir sur leur qualité de vie et qui améliore l'acceptabilité des propositions. Le *living lab* permet aussi la mise en réseau d'acteurs locaux, comme nous avons pu le constater avec la réunion sur l'accès à l'information, où des acteurs ne se connaissant pas se sont rencontrés et sont maintenant appelés à travailler ensembles.

Cependant, nous identifions également des limites au *living lab*, et à son application dans le cadre de l'atelier IDATT. Le cadre académique de cet atelier limite l'implication sur le territoire et impose une temporalité, ce qui fait par exemple que nous n'avons pas pu réaliser pleinement la phase de co-évaluation, mais surtout que les expérimentations et autres actions organisées l'ont été pendant les semaines de terrains imposées, et sont donc tombées dans des plannings loins d'être idéal. Nous nous sommes posés la question : à quoi ressemblerait un *living lab* réalisé sur 6 mois, à temps plein ? La structuration du *living lab* autour d'expérimentation pose aussi des limites, en guidant les actions sur des sujets plus simples à expérimenter. Enfin, l'habitabilité est un sujet large pour un *living lab*. C'est très

intéressant car cela permet d'approcher un territoire de manière neutre, et de laisser venir les problématiques du territoire sans les imposer. Mais cela peut aussi “diluer” les actions, demander des compétences que l'équipe n'a pas forcément, ou encore compliquer la co-évaluation si les acteurs rencontrés changent à chaque phase du processus.

Ces facteurs ont fait que nous avons mis de côté les sujet de mobilité et du logement, alors qu'ils sont structurants pour la qualité de vie des habitants. Nous ne questionnons pas la pertinence de travailler sur les loisirs des jeunes et sur l'accès à l'information événementielle, mais nous nous demandons s'il n'aurait pas été intéressant d'allouer plus de ressources sur les sujets des mobilités et du logement.

Dans tous les cas, nous ressortons toutes et tous enrichis par cet atelier, qui nous a beaucoup appris sur les contraintes d'un *living lab*, ou d'un projet de participation citoyenne en général. Il nous aura également appris à nous adapter à de nombreuses situations et à rebondir suite à des imprévus.